

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : ECONOMIE QUANTITATIVE

Thème

L'impact des institutions sur la dette extérieure

Cas de l'Algérie (1980 à 2016)

Modèles cointégrés avec changement structurel

Préparé par :

- SALHI Hassiba
- ZEGGANE Hadjira

Dirigé par :

Dr. MEHIDI KAHINA

Date de soutenance : 01/07/2019

Jury :

Président : MIMOUNE Lynda

Examineur : KACI Said

Rapporteur : MEHIDI Kahina

Année universitaire : 2018/2019

Remerciements

Nous remercions Dieu le tout puissant qui nous a procuré : courage, volonté et patience pour mener à terme ce modeste travail.

Nous tenons à remercier notre promotrice Mme. MEHIDI KAHINA d'avoir accepté de diriger ce mémoire malgré ses multiples charges et pour ses conseils méthodologiques ainsi que ses suggestions scientifiques précieuses.

A tous les enseignants du département des sciences économiques pour le savoir, et leurs conseils méthodologiques et leurs encouragements.

Nous remercions également les membres de jury d'avoir consacré de leur temps pour l'évaluation de ce modeste travail.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail

À mes très chers parents pour leur encouragements, leur sacrifices

A mon cher mari Walid

Mes frères, Lounes, Rachid, et sœurs et leurs familles

Toute ma famille et mes amies

Wassila, Karima, Anissa ,Tiziri

Hassiba

Je dédie ce travail

A mes très chers parents, à mes très chère sœurs Baya et Rafika,

À mes très chers frères Moussa, Nabil, Lounas, Walid et Zidane,

À toute ma famille et mes amis.

Hadjira

Liste des tableaux

Tableau N°1 : Evolution de la qualité des institutions Algériennes.....	28
Tableau N°2 : Les résultats de test de stationnarité.....	49
Tableau N°3 : Les critères d'information (AIC et SC) du modèle VAR.....	50
Tableau N°4 : Estimation par les MCO de la dette extérieure et ses déterminants.....	51
Tableau N°5 : Test de DF augmenté sur les résidus.....	51
Tableau N°6 : Estimation du modèle à correction d'erreur.....	52
Tableau N°7 : La significativité des différentes séries.....	53
Tableau N°8 : Test de stationnarité avec rupture de Zivot-Andrews.....	55
Tableau N°9 : Test de stationnarité avec rupture de perron.....	58
Tableau N°10 : Estimation de relation de cointégration de long terme par la méthode des moindres carrés modifiés.....	59
Tableau N°11 : Stationnarité des résidus selon le test d'ADF.....	60
Tableau N°12 : Estimation de relation de court terme avec rupture.....	60

Liste des figures

Figure N°1 : Evolution de la série DEX.....	43
Figure N°2 : Evolution de la série QI.....	44
Figure N°3 : Evolution de la série PPT.....	45
Figure N°4 : Evolution de la série TCH.....	46
Figure N°5 : Evolution de la série DNB.....	47

Liste des acronymes

AID : Association Internationale de Développement.

ADF : Dickey-Fuller Augmentés.

BM : Banque Mondiale.

BAD : Banque Africaine de Développement.

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstructions et le Développement.

CPIA: Country Policy and Institutional Assesment.

CPI : indice de perception de corruption.

CEA : Commission économique des Nations unies pour L'Afrique.

DS: Differency Stationnary.

ECM : Modèle à Correction d'Erreur.

FMI: Fonds Monétaire International.

FTPL: Fiscal Theory of Price Level.

FNI : Fonds National d'Investissement.

ICRG: International Country Risk Guide.

MCO : Moindres Carrés Ordinaires.

OCI : Organisation français de coopération industrielle.

OPEP : organisation des exportateurs de pétrole.

OGP : Oxford Business Group.

PIB : Produit Intérieure Brut.

PNB : Produit National Brut.

PME : Petite et Moyenne Entreprise.

SMI: Système Monétaire International.

SC : Critère d'information Schwarz.

TS:Trend Stationnary.

VLHYD :Valorisation des hydrocarbures.

VAR : Modèle Autorégressif Vectoriel.

Sommaire

Introduction générale	1
<u>Chapitre I</u> : Cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure	4
Section 1 : processus des institutions.....	4
Section 2 : le processus de la dette extérieure.....	17
<u>Chapitre II</u> : Aperçu sur l'économie algérienne	25
Section 1 : Les caractéristiques de l'économie algérienne y compris l'évolution du cadre institutionnel.....	25
Section 2 : l'évolution de la dette extérieure en Algérie.....	33
<u>Chapitre III</u>: Etude empirique de la relation entre l'institution est la dette extérieure en Algérie	42
Section 1 : présentation des variables et de l'approche économétrique.....	42
Section2 : Estimation et analyse des résultat.....	49
Conclusion générale	63
Bibliographie	66
Annexes	70

Introduction Générale

Depuis l'indépendance, le contexte économique de la plupart des pays africains a été marqué par un endettement sans précédent. Les premiers gouvernements des pays africains de l'ère de l'indépendance, face à leur volonté affichée d'assurer un développement économique et sociale à leur nation. Les besoins d'investissements nécessaires pour atteindre leur objectif de développement étaient largement au-dessus des ressources internes disponibles. Ainsi, le recours à l'endettement extérieur pour combler le déficit des capitaux propres nécessaires au financement du développement économique était la seule issue de secours qui s'offrait à eux.

Les pays africains se sont donc lancés dans une démarche de recours à l'endettement public extérieur pour stimuler leur croissance économique dans le but d'échapper à la misère qui était devenue trop inquiétante. La croissance économique générée par les investissements lancés grâce à la dette contractée pourrait créer des ressources supplémentaires nécessaires à son remboursement. Ainsi, à partir de la fin des années 60, des sommes d'argent colossales ont été injectées dans les économies en développement par les bailleurs de fonds pour assurer une croissance accélérée. Mais au lieu de créer la croissance escomptée, ce système a conduit ces pays dans un cercle vicieux d'endettement public extérieur.

Les institutions ont un rôle très important pour analyser l'évolution de la dette extérieure à long terme. Elles constituent la structure d'incitation d'une économie et, par conséquent, leur évolution détermine la performance économique à long terme. Les institutions composées de règles de normes de comportement et de la manière dont elles sont appliquées, fournissent l'occasion offerte dans une économie qui déterminent le type d'activité intentionnelle incarnée par des organisations (entreprise, syndicat ; bureaux de poste politique, etc.). Si, en revanche le cadre institutionnel récompense les activités distributives et non productives, les organisations maximiseront à ces marges et l'économie ne se développera pas. Expliquée par l'analyse économique, les institutions furent marquées au début du XXe siècle par des travaux classés généralement comme étant hétérodoxes, tels que ceux de Veblen (1857-1929), Mitchell et Commons (1862-1945). A partir des années 1970, l'économie institutionnelle va se renouveler sous l'impulsion de nouveaux travaux que l'on regroupe de nos jours, sous l'appellation de la Nouvelle Economie Institutionnelle, et parmi lesquels on trouve ceux de Coase(1997), North(1990), Williamson(1975). La Nouvelle Economie Institutionnelle consiste en un développement des outils néoclassiques pour l'analyse du rôle des institutions

dans la coordination et la réalisation des activités économiques (North, 1993 ; Williamson, 2000).

L'Algérie comme la plupart des pays africains en voie de développement a été confrontée à la même situation de crise de la dette extérieure. Cependant, l'Algérie dispose d'une certaine autorité que n'ont pas d'autres pays endettés, lui permettant de négocier avec ses bailleurs de fonds.

Au cours des années 80 et 90, l'Algérie a connu une crise et un dysfonctionnement dans le domaine économique et social, notamment une instabilité des agrégats macroéconomiques générant un importants déséquilibre interne et externe. Cette situation a été caractérisée par une montée de l'inflation et par un gonflement de la dette. Ainsi en (1994 à 1998), afin de résoudre le grave problème du poids de la dette extérieure, accentué par l'effondrement des cours du pétrole, l'Algérie adopte un programme d'ajustement structurel (PAS) dans le cadre d'un accord avec le fonds monétaire international (FMI) et des programmes de rééchelonnement de la dette antérieure avec ses créanciers. Cette politique permet de redresser la plupart des indicateurs économique comme le service de la dette extérieure qui a été en 1996 égal à 30.9%, puis au-dessous de 25% à partir de l'année 2000. Le pays renoue notamment avec la croissance, à la faveur de la remontée des prix du pétrole et du gaz vers la fin des années 1990.

L'économie algérienne est fortement dépendante des revenus des hydrocarbures. En raison de l'accroissement des cours de ce dernier, l'Algérie a accumulée ces dernières années (2004-2011) un stock considérable de devise. Pour cela, elle a décidé en 2004 de se lancer dans le remboursement anticipé de sa dette.

L'objectif de notre thème de recherche intitulé « l'impact des institutions sur la gestion de la dette extérieure » est d'analyser le rôle des institutions dans la gestion de la dette extérieure en Algérie.

Pour cela, notre problématique s'énonce comme suit : « quel est l'impact des institutions sur la dette extérieure en Algérie durant la période de 1980 jusqu'à 2016 ? » Autrement dit, par quels canaux les institutions influent-elle la dette extérieure ?

Pour mener à bien ce travail, nous nous sommes basée sur les deux hypothèses suivantes :

-Il existe une relation entre les institutions et la dette extérieure en Algérie.

-Le cadre institutionnel conditionne la gestion et la maîtrise de la dette extérieure.

Afin d'apporter des éléments de réponses à notre problématique, nous avons structuré notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre, intitulé « cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure » est divisé en deux sections. La première section sera consacrée au processus des institutions et la deuxième va aborder le processus de la dette extérieure.

Le deuxième chapitre dont le titre est « aperçu sur l'économie algérienne », est scindé en deux sections. Nous allons présenter dans la première section les caractéristiques de l'économie algérienne y compris l'évolution du cadre institutionnel et l'évolution de la dette extérieure en Algérie fera l'objet de la deuxième section.

Dans le troisième chapitre qui s'intitule « Etude empirique de la relation entre l'institutions et la dette extérieure en Algérie », nous allons présenter, en premier lieu, les variables et l'approche économétrique retenue. En second lieu, nous allons présenter et discuter les résultats d'estimation de modèle ECM sans rupture et avec rupture.

Enfin, on termine par une conclusion générale, dans laquelle on exposera les résultats les plus importants et les recommandations possibles ainsi que les limites de notre étude.

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

L'endettement a été considéré comme un instrument judicieux de transfert de surplus financier disponible dans certains pays et institutions, vers les pays et entreprises qui ont des déficits de trésoreries.

Les institutions, apparu à la fin du siècle dernier, peut être caractérisé schématiquement par une perspective historico- culturelle qui conduit à une conception large de l'économie et à une démarche holiste et dynamique.

A présent, la dette extérieure est le principal objectif à atteindre pour la quasi-totalité des Etats de la planète, étant toujours considérée comme le baromètre universel et incontestable pour mesurer la vitalité des activités économique nationales.

Dans le présent chapitre, on s'engagera dans une analyse détaillée de la dette extérieure et des institutions.

SECTION1 : processus des institutions

Aujourd'hui, il est rare de trouver une étude sur la stratégie du développement qui ne soulignerait pas l'importance de l'institution. Les politiques de développement ont bien marché pour les pays qui ont adoptée de bonne politique économique pour améliorer leur infrastructure institutionnelle, la stabilité de l'environnement macroéconomique, l'ouverture des régimes commerciaux et la protection des droits de propriété. Ainsi que l'efficacité des bureaucraties, peuvent fournir l'éducation, la santé et finalement une plus forte croissance économique. Ainsi, une infrastructure institutionnelle solide est fondamentale pour se développer.

1-1/Définition des institutions :

Pour donner une définition des institutions, les économistes se réfèrent à celle proposée par Douglass North (1994)¹. Ce dernier les définit de la manière suivante :

*« Les institutions sont les contraintes conçus par les humains et qui structurent les interactions politiques économique et sociales ».*il ajoute aussi que *« les institutions sont constituées de règles formelles, des contraintes informelles et leur mise en application ».*

¹ Douglass North, Institutions, 1991; The Journal of Economic Perspectives, Vol. 5, No. 1; pulpiier par American association, p97, repris par SAMIRA Khendek (2012).

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

Il distingue les institutions des organisations, et souligne que, les institutions sont les règles du jeu qui façonnent les interactions, humaines dans la société et les organisations sont les acteurs du jeu.

C'est un ensemble des individus possédant le même objectif qui forment une organisation. Les organisations peuvent avoir différentes formes tel que les organisations politique (les partis politiques, le sénat, les agences de régulation...) les organisations politiques (les entreprises publiques et privées, les syndicats...), et les organisations sociales (les associations sportives, les clubs, les mosquées...)

Ces institutions influencent la manière dont ces individus font des choix. On peut distinguer deux catégories d'institutions : la première est celle des institutions politiques qui représente les lois, la constitution, la démocratie, les libertés politiques et civil, les lois sur les élections,... Alors que la seconde est celle des institutions économiques qui englobe les institutions des droits de propriété, les contraintes institutionnelles qui régissent l'investissement privé et public, les contrats commerciaux,...

Quant à Hodgson (2002)², il définit les institutions comme : « *Un des systèmes durable de règle sociale établies pour structurer les institutions sociales, ... ainsi, la langue, la monnaie, les systèmes de poids et de mesure, les conventions commerciales, les bonnes manières à table, les entreprises et d'autres organisations sont tous considérés comme des institutions* »

On remarque qu'il existe une ressemblance entre les deux définitions précédentes. Il considère les organisations comme étant des institutions. Ainsi il pense qu'aucune explication est légitime car les institutions sont différentes des individus. Ils n'ont pas les mêmes caractéristiques, car les individus sont des êtres réfléchis contrairement aux institutions. Et la reproduction et la durée de vie des êtres humains est différentes de celles des institutions.

1-2/ Mesures de la qualité des institutions :

En retient généralement trois mesures assez générales des institutions : qualité de la gestion des affaires publiques (corruption, droits politiques, efficience de secteur public et

² Geoffrey-M.Hodgson, the evolution of institutions : An agenda for future research, 2002 Constitutional Political Economy, Netherlands, p113 ; idem

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

poids de la réglementation) ; existence de loi protégeant la propriété privé et application de ces lois ; et limites imposée aux dirigeant politique. Les mesures elles même ne sont pas objectives : elles sont plutôt des appréciations et des évaluations subjectives d'expert nationaux ou des évaluations de population lors d'enquêtes réaliser par des organisations internationales non gouvernementales.

Depuis les travaux réalisés sur le rôle des institutions dans le domaine économique, que se soit dans le développement économique, de la transition ou dans la gestion des ressources naturelles, plusieurs études ont tenté d'apprécier et de mesurer la qualité des institutions. L'idée de mesurer la qualité institutionnelle est liée aux actions des institutions financières internationales (Banque Mondiale, FMI) dans le cadre des réformes pour l'aide au développement des pays du Sud. Les études menées dans le cadre d'identifications des difficultés économiques de ces pays, ont révélé qu'elles sont étroitement liées à la sphère publique et politique. Ainsi, les travaux traitant la qualité institutionnelle et la bonne gouvernance se sont multipliés. Il existe aujourd'hui plusieurs institutions internationale et agences qui s'intéressent à ce domaine et produisent différents types d'indicateurs de gouvernance concernant aussi bien les pays en développement que les pays développés. Ces indicateurs de gouvernance sont construits afin de donner un aperçu sur la qualité de la gouvernance d'une organisation, d'une entreprise ou encore d'un pays. Parmi les indicateurs utilisés : L'indice de perception de corruption (CPI) publié depuis 1995 par Transparency International. Il est construit sur la base de plusieurs sources et études, et comprend des valeurs variant entre 0 et 10, ou le zéro est attribué au pays le plus corrompu et le dix pour le pays le moins corrompu. Le deuxième indicateur est L'«International Country Risk Guide » (ICRG). Ce dernier est mis en place en 1980 en vue d'une évaluation des risques financiers, économiques et politiques des pays. Le troisième indice est l'indicateur des libertés. Freedom House publie annuellement depuis 1972, un indicateur, classant les pays selon leurs niveaux des libertés. Le quatrième indicateur est le « Country Policy Institutional Assessment »(CPIA) de Banque Mondiale. Le CPIA est un ensemble d'indicateurs produit annuellement depuis 1977 par la Banque mondiale mesurant les performances politiques et la qualité des institutions de ses pays emprunteurs³.

³Kahina MEHIDI thèse de doctorat « transition économique, qualité des institutions et vulnérabilité face aux chocs externes : cas de l'Algérie », p91 Université Bejaia

1-2-1/Les indicateurs de la qualité des institutions :

Plusieurs indices sont conçus pour mesurer la qualité des institutions d'un pays. Parmi ces indices, nous citons :

La première de ces indices, *l'indice global de gouvernance*⁴ : est la moyenne des six mesures des institutions présentées dans une étude de Daniel Kaufmann, Art Kraay et Pablo et Zoido-Lobaton (1999) à savoir 1) *participation des citoyens et responsabilisation* – possibilité pour les citoyens de choisir leur dirigeant, de jouir de droits politiques et civils et d'avoir une presse indépendante ; 2) *stabilité politique et absence de violence* – probabilité qu'un Etat ne soit pas renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents ; 3) *efficacité des pouvoirs publics* – qualité de la prestation des services publics et compétence et indépendance politique de la fonction publiques; 4) *poids de la réglementation* – absence relative de réglementation par l'Etat de marchés de produits du système bancaire et du commerce extérieur ; 5) *état de droit* – protection des personnes et des biens contre la violence et le vol, indépendance et efficacité de la magistrature et respect des contrats ; 6) *absence de corruption* – pas d'abus de pouvoir au profit d'intérêts privés.

Ces six indicateurs sont établis à partir d'une série de 35 enquêtes et analyses des experts, retenant 190 variables. Ils couvrent l'ensemble des aspects institutionnels, politiques, économiques et sociaux. 214 territoires et pays sont ainsi classés dans la base de ces six indicateurs, dont ils prennent des notes allant de moins 2.5 à plus 2.5 [-2.5, 2.5]. Plus le score est proche de 2.5, plus la qualité des institutions est bonne.

Le deuxième indice, *Indice globale de liberté économique*⁵ : Afin de mesurer le degré de liberté économique d'un pays, la fondation « Heritage » suggère dix variables différentes à savoir :

1) *La liberté des affaires* : elle est déterminé par le nombre, la rapidité et les coûts des procédures ; 2) *La liberté du commerce* : déterminé en fonction de l'existence au non des obstacles tarifaire au commerce ; 3) *La liberté fiscale* : observée à partir du poids des impôts et des taxes dans l'économie ; 4) *La taille du gouvernement* : mesurée par le poids

⁴ Hali Edison est économiste principale au Département des études du FMI, Cet article s'inspire du chapitre III des Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2003 du FMI. Ce chapitre, préparé par Maitland MacFarlan, Hali Edison et Nicola Spatafora, est disponible sur Internet à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2003/01/index.htm>.

⁵ Brahim EL MORCHID, 2010, « La qualité institutionnelle constitue-t-elle une barrière à la relance économique ? Application à un échantillon de pays africains », P.4.

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

des dépenses publiques ;5) *La liberté monétaire* : c'est le contrôle des prix et du niveau d'inflation ;6) *La liberté d'investissement* : elle est déterminé par le degré de restrictions sur les flux de capitaux internationaux ; 7)*La liberté financière* : c'est les restrictions imposées sur les services financiers, les difficultés d'opérer dans le domaine bancaire, etc. 8) *Les droits de propriété* : mesurés en fonction de l'influence du gouvernement sur la justice, non-respect du droit de propriété, expropriations, etc. 9) *La corruption*: c'est l'indice de perception de la corruption publié par Transparency international ; 10) *La liberté du travail* : elle est observée par le salaire minimum, degré de contrôle du gouvernement sur les marchés du travail, etc.

Le troisième indice, **Indice globale « polyti⁶ »** : sert à mesurer d'une façon séparée le degré de démocratisation d'un régime ou son niveau autocratique. Les données de cet indicateur ont été proposées et développées par Monty.G.Marshall et Keith Jagers (2002), obtenues par la sommation de deux indicateurs différents. Le premier est l'indicateur « démoc » qui permet d'évaluer le niveau de démocratie, le second est l'indicateur « autoc » qui mesure le degré d'un système autocratique. Cet indicateur est établi à partir de cinq critères, à savoir :

- *Le degré d'ouverture* : il renseigne sur le processus de désignation des gouvernants, c'est-à-dire si le système est ouvert à toutes les compétences où il permet à des gens qui ne proviennent pas de l'élite politique du pays de gouverner, au bien, seuls les gens de l'élite restreinte sont admis ; *Le niveau de compétition* : il renseigne sur la façon par laquelle le gouvernant est choisi. La désignation se fait-elle par une sélection (par un groupe, par l'armée) au bien, par des élections libres ; *Le niveau de limitation* : il s'agit de la limitation des pouvoirs de l'exécutif. Ces derniers sont-ils définis par la constitution et respectés par le gouvernant; *Le niveau de régulation de la participation* : il permet de mesurer le degré de participation de la société civile, ainsi son pouvoir d'agir et de contrôler les gouvernants ; *Le niveau de restriction de la participation* : ce dernier critère permet de connaître si le système est basé sur l'exclusion des opposants pour des raisons politiques et idéologiques.

⁶Brahim LAKHLEF, 2013, « Qualité des institutions : réformes et résultats économiques », p81

1-3/Environnement institutionnel:

Généralement, on trouve les définitions d'institution surtout dans l'analyse économique de différentes traditions institutionnaliste, ce terme « institution » n'a pas vraiment une définition universellement acceptée, elle structure les incitations qui agissent sur les comportements et modèlent l'économie. Il n'existe pas un modèle institutionnel unique optimal quel que soit le niveau de développement et l'héritage institutionnel du pays, les modèles d'inspiration récente vers lesquels tendent aujourd'hui les économies développées ne sont pas forcément à projeter tels quels sur des économies dont l'héritage institutionnel et le niveau de développement sont très différents⁷.

1-3-1/institution formelle :

Bien que le rôle des institutions devienne affirmé, la formalisation des contraintes est, elle aussi de plus en plus importante dans les sociétés dont la complexité est croissante. Les règles formelles dans un pays forment les règles du jeu politique des agents économiques. Cette formalisation combinée avec le changement technologique tend à réduire les coûts et à encourager la précision. Ce sont les règles qui expliquent la performance économique d'un pays. La création du système légal formel est vue comme le complément de l'efficacité des institutions informelles dans la baisse des coûts de l'information au contrôle ainsi que dans la mise en place d'une organisation, elle rend les solutions des institutions informelles possibles aux échanges plus complexes.

Douglass North (1994) définit les institutions formelles comme : toutes les règles écrites, la constitution, les règlements, les lois... Elles sont simples et précises et elles ne représentent qu'une petite part dans la structuration des actions humaines. Leur exécution doit être assurée par une entité, généralement l'état ou ses administrations.

1-3-2/les institutions informelles :

Nos interactions quotidiennes que ce soit dans le milieu familial, dans les relations sociales extrêmes ou affaires, sont encadrées par les codes de conduites, les normes du comportement et les conventions. Ces éléments ne sont pas inscrits dans les règles formelles de la société mais ils sont aussi considérés comme des institutions. Ces

⁷ North D.C.: « Economic performance through time, the American Economic Review », Review, Vol.84, No.3, 1994, PP.359-368.

institutions informelles correspondent au code social regroupant les éléments qui expliquent le comportement des agents⁸.

Avec leurs origines spontanées, ces institutions informelles proviennent de l'information socialement transmise. Les institutions informelles peuvent donc, se définir comme étant des règles basées sur la compréhension implicite, elles sont pour la plupart socialement dérivées des documents écrits mais elles ne sont pas accessibles à travers ceux-ci⁹.

L'importance des institutions informelles est reconnue aussi bien dans le management de la firme que dans le contexte d'échange sur le marché. Pour certains auteurs, les réseaux sociaux incarnés dans les institutions informelles tels que les normes et la confiance jouent un rôle important, ces relations sociales pourraient former une sorte de contrat implicite qui a davantage de la promouvoir la flexibilité et la sensibilité à changer les conditions en évitant la renégociation coûteuse des clauses de contrat.

Selon Douglass North (1994) les institutions informelles occupent une grande place dans le façonnement des comportements humains. Elles intègrent la culture, la religion, les codes de modifier. Conduite auto-imposé, les coutumes, les traditions l'idiologie... Contrairement aux règles formelles, les contraintes informelles sont beaucoup plus difficiles à cerner et surtout à leur exécution est assuré par des individus appartenant à un même groupe ou à une communauté. Selon North (1994) pour pouvoir les définir comme la façon dont l'esprit humain fonctionne. Ainsi l'héritage culturel (l'ensemble des croyances et des règles ont hérité des anciennes générations et les nouvelles expériences - liée à leur éducation et scolarité-acquises au fil du temps) est constitué de bonnes et de mauvaises institutions.

1-4/L'application des institutions :

L'existence des institutions n'est pas suffisante, leur application est nécessaire pour le bon fonctionnement des transactions. Cette application est souvent imparfaite du fait des coûts importants qu'elle engendre et la poursuite des intérêts personnels par les agents

⁸ North D.C.: « Economic performance through time, the American Economic », Review, Vol.84, No.3, 1994, PP.359-368

⁹ Zenger T., Lazzarini S., Poppo L.: « Informal and Formal Organization in New Institutional Economics », in Ingram ET Silverman (eds), The New Institutionalism in strategic management, Advances in Strategic Management, Vol.19, 2002.

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

économique. Les transactions qui se déroulent entre des parties qui vivent dans des petites communautés (les sociétés primitives) sont caractérisée par une auto-exécution des institutions.

Le caractère répétitif des transactions, avec les mêmes personnes créent un réseau de confiance qui incite les parties de la transaction à respecter les termes de l'échange. Elle est le meilleur moyen pour la maximation de la richesse pour chaque acteur. En revanche, ces conditions sont absentes du monde actuel. La complexité des échanges dans le temps et l'espace et la multiplicité des partenaires réduisent la quantité d'informations disponibles sur le marché. L'information est imparfaite du fait de l'existence d'une asymétrie d'information entre les personnes à l'échange. Dans ces circonstances la coopération devient presque impossible car le gain tiré de la coopération est inférieur à celui de la défection.

En effet, un acteur qui effectue une transaction avec un tiers, ne peut pas s'assurer de la bonne foi de celui-ci. Il n'a pas en sa possession toutes les informations qui se rapportent à ce dernier. Il choisit donc la déviation pour garantir son gain (surtout si la transaction s'effectue une seule fois). Dans ce cas la présence d'une tierce personne est indispensable pour l'exécution des termes de l'échange comme par exemple la signature d'un accord en présence d'un avocat qui s'assure du respect de l'engagement des personnes contractantes¹⁰.

1-5/institution et développement économique :

La question du développement institutionnel, ou « réforme de la gouvernance » a pris de l'importance ces dernières années. La littérature académique sur les institutions et le développement a augmentée. Et aujourd'hui, même la banque mondiale et le fonds monétaire international (FMI), qui négligeaient les institutions, un simple « détail » sans influence sur le bien fondé de la théorie économique orthodoxe, se sont mis à souligner le rôle des institutions dans le développement économique.

Dans la vie quotidienne, l'Etat fournit les services publics et fonde les institutions posant les règles du jeu de la société en échange de recette fiscale, mais la contrainte ultime qui s'impose à l'autorité de l'Etat est le risque de changement de gouvernement, c'est dans ce contexte que le système suscite un conflit permanent dans le sens ou

¹⁰ Samira Khendek (2012), mémoire de magistère "Le rôle des institutions dans la croissance économique dans les pays en développement". Université de Tlemcen

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

L'ensemble des règles qui conduisent à un produit social plus élevé ne sont pas forcément celles qui maximisent les recettes de l'autorité publique. Cela explique pourquoi l'optimum des institutions varie selon les époques et selon les pays, de ce fait ; la performance économique reflète la structure institutionnelle de la société. Les organisations et les individus dans la société sont des joueurs encadrés par l'environnement. Les organisations qui ne sont rien d'autre que des différents groupe d'individus qui s'organisent pour atteindre un ou des objectifs communs et qui sont créés par les opportunités offertes par l'environnement institutionnel, sont des moteurs du chargement institutionnel.

La nouvelle attention accordée par la littérature orthodoxe aux institutions ne doit évidemment pas être considérée comme le résultat d'un simple réveil universitaire. Il s'agit plutôt d'une tentative de surmonter les échecs répétés des politiques orthodoxes dans le monde réel. Malgré les résultats désastreux des mesures radicales comme celles prônées par les programmes d'ajustement structurel dans les pays en développement et par les programmes "big-bang" de transition dans les anciens pays communistes, les économistes orthodoxes refusent d'admettre la conclusion qui paraît la plus évidente.

Ils ont d'abord essayé de soutenir que, pour réussir, il fallait que les réformes politiques soient menées sur une plus grande échelle. Lorsque ce fut le cas, et que les résultats ne se sont toujours pas améliorés, ils ont commencé à dire que les réformes demandaient du temps pour faire leur effet. Après quinze ou vingt ans de réformes, cette ligne de défense a été difficile à tenir. C'est pourquoi, aujourd'hui, les économistes Hétérodoxes se servent des institutions pour expliquer pourquoi les "bonnes" politiques économiques fondées sur les théories "correctes" ont échoué avec une telle régularité. En parlant d'institutions déficientes, ils peuvent soutenir que leurs politiques et leurs théories n'ont jamais été mauvaises, et que si elles n'ont pas fonctionné, c'est parce que les pays dans lesquels ils les ont expérimentées n'avaient pas les bonnes institutions pour que ces "bonnes" mesures donnent des résultats. En d'autres termes, l'argument institutionnel est mobilisé comme moyen de protéger les principes fondamentaux de la science économique orthodoxe, face à son incapacité à expliquer ce qui se passe dans le monde réel.¹¹

¹¹ Ha-joon chang « sur la relation entre les institutions et le développement économique »
Article disponible en ligne à l'adresse :
<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2006-2-page-53.htm>

1-6// les institutions agissent sur la croissance économique :

Des études empiriques, montrent que les résultats économiques des nations, mesurés en termes de PIB par habitant, sont étroitement liés à la qualité des institutions et leurs impacts réels sur la croissance économique et le niveau de vie des agents économique, ce que nous aborderons dans cette partie.

1-6-1/institution et coût de transaction :

Les coûts de transactions jouent un rôle central en théorie des organisations mais aussi pour l'analyse économique et les courants des pensées qui s'intéressent aux institutions dans l'économie. A mesure que les échanges ont progressé, le coût de transaction s'est élargit. L'échange personnel a cédé la place à l'échange impersonnel qui a entraîné l'augmentation des coûts de transaction. C'est Ronald Coase dans son article « *the nature of the firm* » qui est le premier à aborder le problème des couts engendres par le processus d'échange. Williamson, lui a développé une théorie générale sur les coûts de transaction en 1975. Afin de définir ces coûts, coase(1937) les considère comme étant « *les couts d'utilisation du système de prix* » ou *coûts d'effectuation des échanges dans un marché libre*. Ainsi, *les coûts de transaction dans un marché financier sont les coûts d'investissement dans la bourse des valeurs*.

Kenneth arrow(1972), prix Nobel d'économie les définit ainsi : « *ce sont les coûts de fonctionnement du système économique* ».enfin pour Yoram Barzel (1989)¹² « *ce sont les coûts associés au transfert, à la capture et a la protection des droits* ».

Selon North(1994) L'organisation de la société qui est l'objet ultime de la théorie des institutions doit être complétée par une théorie de l'idéologie, la raison en est que des droits formels ne peuvent pas empêcher l'existence de la tricherie. Il doit exister une idiologie, un système moral de normes pour soutenir les règles formelles. L'environnement institutionnel qui définit l'ensemble des opportunités des individus est donc, comme l'on a vu, un mélange complexe des contraintes formelles et informelles. Ces contraintes créent une interrelation qui dans des combinaisons très variées, encadrent les choix des individus dans les différents contextes, mais, l'interaction humaine pose un grand nombre de problème. L'information imparfaite en est l'origine principale, apriori, il est impossible de savoir ce que va faire autrui et ce, même si les objectifs sont identiques ou convergents.

¹² Yoram Barzel, *the Economics of Property Rights*, Cambridge University Press, 1989. Repris par Gilles(2010)

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

Cette inconnue bloque la réalisation de toute action collective qu'il s'agisse de coordination, de coopération ou de conflit en sélectionnant certaines issues, certaines possibilités, une institution favorise la levée de l'inconnue.

En somme on peut dire que les institutions sont les résultats d'action des individus, et visent à structurer et ordonner l'environnement individuel et donc, à influencer leur comportement. Elles sont les contraintes dans la mesure où elles limitent l'ensemble du possible. La présence des institutions adéquates aide à réduire les coûts de transaction. Elle participe ainsi, au développement d'un pays.

1-6-2/ Les institutions, clé de la performance économique ¹³:

Dans les explications traditionnelles du sous-développement, deux tendances ont dominé dans l'après-guerre : la première est l'explication tiers-mondiste, avec ses diverses variantes-néo marxiste, dépendantiste, structuraliste, selon laquelle les pays du tiers-monde devraient leur retard à l'exploitation et au pillage dont ils ont été victimes de la part des pays capitaliste avancés depuis les grandes découvertes. La seconde explication est celle de l'école néoclassique, illustrée par le schéma linéaire de Rostow, selon laquelle le processus de développement, basée sur l'industrialisation, se diffusent progressivement dans le monde depuis son origine, la révolution industrielle en Angleterre au XVIII^e siècle.

L'analyse historique et l'explication du développement dans les pays du tiers-monde à largement discrédité la première explication, qui conserve cependant des partisans et aussi une grande faveur dans l'opinion publique. Cependant la deuxième explication pêche un peu trop par son optimisme. D'une part parce que nombre de pays ont résisté à ce phénomène de diffusion de la modernité et ne montrent guère de signes d'un développement rapide, et d'autre part du fait du fameux "fossé croissant" entre pays riche et pays pauvres. Le rapport sur le développement de la Banque Mondiale(1999), annonce par la voix de son économiste en chef. Joseph Stiglitz : *le monde est en train de perdre la bataille contre la pauvreté.*

Les théories institutionnalistes de sous-développement permettent d'expliquer cette contradiction entre les faits et la vision optimiste néoclassique. Il ne s'agit pas d'une troisième explication, mais d'un complément à apporter à la deuxième. Pour mieux rendre compte de la réalité présente et passée, et peut-être aussi comprendre les perspectives qui

¹³ Jaques BASSEUL Le rôle des institutions dans le développement économique : les leçons de l'histoire
Dossier : défricher des voies nouvelles, Magazine N°552

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

s'ouvrent avec le deuxième millénaire. En gros, selon ces théories, *les institutions sont la clé de la performance des économies* (North, 1992) et les différences entre les institutions, les blocages ou les adaptations réussies au plan institutionnel, explique les écarts de développement, les succès des uns et les échecs des autres.

Le courant institutionnaliste en économie apparaît à la fin du XIX^{ème} siècle aux Etats-Unis avec Thorstein Veblen (1857-1929) sur la question du développement, il note que ; celui-ci se produit des actions individuelles créent des institutions capables de soutenir leur dynamique dans un processus cumulatif. Le sous- développement se perpétue quand les institutions qui ne peuvent fournir un cadre instrumental adéquat pour les actions humaines et développement en pratique rituelles. Ces actions individuelles ne sont pas seulement celles orientées autour de la recherche du profit, mais aussi celles qui tendent à changer les institutions qui déterminent les comportements individuels. Il n'y a pas que l'entrepreneur capitaliste qui a un rôle à jouer, il y a aussi " l'entrepreneur institutionnel "qui lance les changements au niveau des institutions. (Dopfer, 1994).

Pour les institutionnalistes, l'économie est un système d'activité reliées qui comprend un savoir-faire et des techniques, un stock de capital physique, mais aussi un réseau complexe de relations personnelle renforcées par les habitudes, les coutumes, les passions et les croyances d'un peuple. Cette conception est applicable aussi bien aux sociétés modernes qu'aux sociétés de paléolithique, ou à n'importe quelle autre. L'économiste doit étudier tous ces aspects, et c'est sur ce point que les économistes orthodoxes divergent. Ceux-ci considèrent comme exogènes des éléments tels que les déterminants à long terme de la croissance, l'attitude envers le travail, le comportement face à l'épargne et au risque, la qualité de l'esprit d'entreprise, la résilience des institutions au changement et la taille des marchés. Cependant, affrontés au problème des pays sous-développés, les néoclassiques sont obligés de tenir compte de ces variables.

C'est le cas d'Arnold Harberger (1971) qui note que dans un pays pauvre, les obstacles à la croissance abondante : des élites sociales et politiques non réceptives au changement, des lacunes énormes en termes de qualification et de capacité requises pour la modernisation, des marchés désorganisé dont le fonctionnement est encore entravé par des politiques économiques mal conçues, des régimes fiscaux et des régimes de change qui sont autant d'obstacles à toute évolution, tout cela ne constituant qu'une liste très incomplète.(Klein,1977).

1-6-3/ revue littérature sur le contexte institutionnel et la gestion de la dette :

Quant aux institutions, elles sont longtemps restées en marge des analyses de la croissance économique. Cependant, un consensus fort existe parmi les économistes sur leur importance pour assurer un niveau de croissance positif. L'histoire offre un champ d'analyse très diversifié et édifiant pour observer des trajectoires de croissance différentes d'un pays à un autre, voire d'un continent à l'autre. Les premières études sur la croissance prenant en compte l'importance des institutions se manifestent à travers les travaux de Knack et Keefer(1995) et de Hall et Jones (1999), mais surtout avec ceux d'Acemoglu, Johanson et Robinson(2001).

Douglass North(1990), identifie trois dimensions importantes des institutions à travers la définition qu'il propose. Il définit les institutions comme " les règles du jeu dans une société, ou plus formellement, les contraintes élaborées par l'homme pour façonner les interactions humaines ".

Daron, Acemoglu et al. (2005) rejoignent l'idée de D.North pour définir les " bonnes institutions selon 3 critères :

- la protection des droits de propriété
- la limitation du pouvoir des élites
- la promotion de l'égalité des chances entre individus¹⁴.

Cordella et al. (2010), montrent dans une étude sur les pays en développement que le lien entre dette et croissance économique dépend non seulement de l'ampleur de l'endettement mais aussi de la qualité des politiques et des institutions. Les auteurs prouvent l'existence d'un surendettement dans les pays dotés de bonne qualité institutionnelle, et ceci lorsque la valeur actuelle nette de la dette s'élève au-dessus de 20 à 25% du PIB, mais au-delà d'un taux de 70 à 80% du PIB la dette n'a aucun effet. Dans les pays dotés de mauvaise qualité institutionnelle, les taux sont plus faibles que dans les autres pays mais sans pourtant négliger l'importance du poids de la dette. Dans le même sens, Presbitero(2008), et pour un panel de 114 pays en développement, a montré que le lien entre dette publique et croissance économique dépend des politiques et des institutions des pays.

En conformité avec les études précédentes qui ont essayé de déterminer un niveau critique d'endettement, il existe aussi d'autres études qui prouvent qu'un certain niveau de qualité

¹⁴ Mémoire« Dette extérieure et qualité des institutions : impact sur la croissance économique cas de l'UEMOA » juillet 2013

institutionnelle est nécessaire afin d'encourager les investissements, stimuler la croissance et du coup bénéficier de la politique d'allègement de la dette. Dans une étude traitant de la relation entre l'allègement de la dette et la qualité institutionnelle, Asiedu (2003), montre que les pays pauvres fortement endettés ont de faibles institutions et doivent atteindre un certain niveau de qualité des institutions pour tirer profit de l'allègement de la dette. En plus, Dessy et Vencatachellum (2007), montre que l'allègement accordé à 14 pays de l'Afrique entre 1989 et 2003 a affecté positivement la part des ressources des pays qui ont réformé leurs institutions.

Selon Harrabi et *al.* (2007), l'analyse de la relation entre l'allègement de la dette et les crédits du secteur privé est nécessaire, vue l'effet négatif de la dette intérieure sur les crédits du secteur privé. A partir d'un échantillon de pays africains durant la période 1988-2004, les auteurs ont montré qu'à court terme, l'allègement de la dette a un effet significatif positif sur les crédits du secteur privé, tandis que son effet à long terme est positif uniquement dans le cas d'un cadre institutionnel stable.

Somme toute, les études précédentes suggèrent que la dette publique affecte les conditions économiques des pays dotés de politiques macroéconomiques saines et d'une bonne qualité institutionnelle.¹⁵

SECTION2 : le processus de la dette extérieure

Nous allons faire dans cette section, une esquisse sur les grands traits de la dette extérieure. En effet, nous allons donner dans un premier temps la définition de quelques concepts ensuite présenter les théories fondatrices de ce processus.

2.1/ Définitions :

La dette : selon Bongoy (2005) parle de la dette lorsque le débiteur (emprunteur) doit au créancier (prêteur) la somme empruntée plus l'intérêt qui est la rémunération du capital prêté, souvent exprimé en pourcentage de ce capital.

2.1.1/ La dette extérieure : Elle est constituée de l'ensemble des dettes engagées par les agents économiques d'un pays envers des agents économiques extérieurs.

On appelle **service de la dette extérieure** la somme versée annuellement par un pays pour rembourser le capital emprunté et les intérêts.

¹⁵ Jamel BOUKHATEM : Department of Economics, College of Islamic Economics and Finance Umm al-Qura University, P.O. Box 715 Makkah 21955, Saudi Arabia Email : jeboukhatem@uqu.edu.sa
Malèk KAABIFaculty of Economic sciences and Management University of Tunis, Tunisia.

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

Ces mouvements de capitaux, qui concernent des masses financières de plus en plus importantes, transitent par le système bancaire international et expliquent le développement¹⁶.

2.1.2/La dette publique : c'est l'ensemble des engagements financiers contractés par l'Etat (net des remboursements effectués), ou encore c'est l'ensemble des sommes dues par l'Etat par suite de sa politique d'emprunt appelé aussi dette de l'Etat, elle comprend outre l'ensemble des engagements contractés par l'Etat diverses distinctions sont également utilisées pour l'analyse de son montant¹⁷

a-Dette publique multilatérale : ce sont prêts contractés auprès des institutions financières internationales comme la banque mondiale, le fonds monétaire international(FMI), les banques et les fonds régionaux de développement comme la banque africaine de développement (BAD).

b-Dette publique bilatérale : ce sont des emprunts contractés par un Etat auprès d'un autre Etat. Le rééchelonnement et l'annulation de la dette bilatérale sont négociés au sein du club de paris

c-Dette publique à l'égard des banques commerciales privées : ce sont les emprunts contractés auprès des banques commerciales privées, le rééchelonnement est négocié au sein du club de Londres¹⁸.

2-1-3/Dette privé : Emprunt contractés par les emprunteurs privée que l que soit le prêteur (banque commerciales grands entreprise)

2-1-4/Dette extérieure à long terme : dette dont la durée initiale ou prolongée est supérieure à un an.

2-1-5/Dette extérieure à court terme : dette ayant une durée inférieure ou égale à un an dont la durée n'est pas précisée.

2-1-6/Le fonds monétaire international (FMI) : crée en 1944 à Bretton Woods. Est une institution internationale regroupant 189 pays, dont le but est de « promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges

¹⁶ CIA WORLD ACTBOOK RANQUE ORDRE DEBT EXTRNAL ARCHIVE Consulté le 29 mars 2010.

¹⁷ www.bank-of-ALGERIA.DZ

¹⁸ Portail du ministère de l'économie des finances, chargé de l'industrie

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et faire reculer la pauvreté »

Le FMI a ainsi pour fonction d'assurer la stabilité du système monétaire international (SMI) et la gestion des crises monétaires et financières. Pour cela, il fournit des crédits aux pays qui connaissent des difficultés financières mettant en péril l'organisation gouvernementale du pays, la stabilité de son système financier (banques, marchés financiers) ou les flux d'échanges de commerce international avec les autres pays¹⁹.

2-1-7/La Banque Mondiale (BM) : est une institution financière internationale créée en 1944 à Bretton Woods qui accorde des prêts à effet de levier (lorsque l'emprunt conduit à une hausse de la rentabilité des capitaux propre, c'est-à-dire des capitaux investis par les propriétaires de l'entreprise) à des pays en développement pour des projets d'investissement. Elle comprend deux institutions : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'association internationale de développement (AID), créées pour lutter contre la pauvreté en apportant des aides, des financements et des conseils aux Etats en difficulté²⁰.

2-2/Les approches théorique de la dette extérieure publique :

On distingue plusieurs différentes approche théorique dont :

2-2-1/l'approche ricardienne de la dette publique :

Cette approche s'inscrit dans le cadre des théories modernes du comportement du consommateur, telles que la théorie du revenu permanent de Milton Friedman et la théorie du cycle de vie de Franco Modigliani. Le consommateur est supposé rationnel et tourné vers l'avenir. Autrement dit, face à une réduction d'impôt présent compensée par une hausse de l'emprunt présent, il ne va pas seulement considérer l'impact que cela peut avoir sur sa consommation présente, mais il va anticiper (rationnellement) l'impact de cette mesure immédiate sur la fiscalité future.

Il n'en déduit qu'une réduction de la fiscalité financée par une hausse du déficit budgétaire et de la dette publique ne peut être que transitoire. Une hausse des impôts futurs

¹⁹ « FMI bulletin septembre 2007 » (archive), sur le site du FMI

²⁰ Les **Accords de Bretton Woods**, parfois également nommés selon la conférence de **Bretton Woods** sont des accords économiques ayant dessiné les grandes lignes du système financière internationale mise en place après 1944.

viendra inévitablement compenser la baisse présente accompagnée de l'endettement accru présent.

En conséquence, selon le principe de l'équivalence ricardienne, une réduction de la fiscalité dans le présent est sans effet sur la consommation présente. Au contraire, elle va provoquer une hausse équivalente de l'épargne privée présente qui va venir compenser la baisse de l'épargne publique. Le consommateur réalise donc un choix de consommation inter temporel dans la mesure où sa contrainte budgétaire est inter temporelle.

Pour le consommateur une hausse de l'endettement public présent est équivalente à une hausse d'impôt futur. La substitution de la dette publique à la fiscalité n'est qu'un leurre.

Dans un tel cadre, seules les baisses de la fiscalité qui s'accompagnent de réduction des dépenses immédiate, ou avenir, sont susceptibles de relancer la consommation présente.

2-2-2/la conception classique de l'endettement :

Au contraire d'un endettement public qui favorise l'accumulation du capital et la consommation des générations futures ou présentes, les classiques assimilent l'endettement à l'impôt futur et imputent à l'Etat. Selon RICARDO(1817) les citoyens voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et se comportent comme s'ils sont contraint de payer un impôt ultérieurement pour rembourser cet emprunt quelque soit le décalage intergénérationnel²¹. En d'autres termes, le comportement des agents économiques est guidé par une anticipation à la hausse des impôts.

BARRO(1972) montre qu'une politique de déficit budgétaire financée par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique dans la mesure où les agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale. Ils anticipent alors une hausse des impôts destinés à rembourser l'emprunt en constituant une épargne d'un montant équivalent à l'endettement public.

Pour SMITH(1759), la dette est pernicieuse et ne doit pas être encouragée, elle incite le souverain à des dépenses inutiles et favorise l'irresponsabilité. J.B. SAY(1799) pense qu'il faut limiter l'emprunt public parce qu'en plus d'alimenter la consommation publique destructrice de richesse et de valeur, il fait intervenir le paiement des intérêts.

²¹POTTILLO (C), POIRSON (H), RICCI(L).2002, « Dette extérieure et croissance » Finances et développement, IMF, juin, pp 32-35.

Ainsi, pour les classiques l'Etat doit tout simplement assurer sa mission régaliennne à partir des ressources générées par l'activité économique. Toute intervention de l'Etat dans l'économie est source de sous-optimalité et de nuisance.

Selon les classiques, le comportement des agents économiques est guidé par une anticipation à la hausse des impôts. Toutefois une réserve peut être introduite selon la nature ou la qualité des dépenses (dépense de transfert ou d'investissement) financée par l'emprunt

2-2-3/la conception de l'endettement extérieur dans une économie en développement :

L'analyse théorique de la dette extérieure dans une économie en développement s'est développée en quelque sorte à partir d'un postulat de base, celui d'une relation positive entre les flux d'emprunts et le processus de croissance du débiteur.

L'analyse a intégré ainsi l'expérience positive tirée de l'observation du rôle des flux financiers dont ont bénéficié les neufs pays (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande et le royaume –Uni) et qui ont permis de soutenir une croissance vigoureuse les hissant au même niveau que les vieux pays industrialisés de l'Europe (tente glorieuse)²².

L'analyse reprend ici les principales conclusions des développements théoriques sur la question, à la suite de la controverse Keynes-Ohlin, une fois admis le rôle positif de l'emprunt et implicitement rejeté le caractère nocif que les auteurs lui reconnaissent au XIXe siècle.

Il faut dire que ces analyses ont été élaborées sous la contrainte de la réalité des faits qui ont quelque peu tempéré l'optimisme des premières expériences de transferts de ressources dans le cadre des politiques d'aide.

Les premières politiques d'aide mises en œuvre au lendemain de la seconde guerre mondiale avaient en effet montré que la réalité des effets des prêts aux pays en développements ne correspondait pas à l'optimisme de l'analyse théorique fondée sur l'expérience des pays neufs.

Dés les années50, les flux de prêts aux pays en développement entraînerent des difficultés sérieuses, contraignant les débiteurs à demander des rééchelonnements ou des

²² BEKOLO EBE B. (1985), le statut de l'endettement extérieur dans l'économie sous-développée: analyse critique, Ed. PRESENCE AFRICAINE, Paris, pp 192-193

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

moratoires de paiement, posant ainsi le problème de la capacité à servir la dette, capacité considérée comme l'indicateur de l'effet bénéfique de l'endettement dans l'économie du débiteur.

Bien au contraire la littérature développementaliste vulgarisée par les organismes internationaux a permis d'admettre la relation positive entre la croissance de l'économie débitrice et les flux d'emprunt. Pour autant que soient respectées un certain nombre de règles de gestion, ainsi que le montrent les modèles d'endettement qui décrivent justement le processus d'insertion de la dette extérieure dans le cours de la croissance de l'économie débitrice.

D'où l'importance de l'intégration de la théorie d'anticipation rationnelle dans la gestion de la dette extérieure.

2-2-4/les conceptions keynésienne de l'endettement :

Pour les keynésiens, l'endettement en général n'entraîne pas de coût ni pour les générations présentes ni futures du fait des investissements nouveaux qu'il génère. Dans le modèle keynésien de l'endettement de l'Etat, la démarche globale et les effets multiplicateurs et accélérateurs sont les caractéristiques fondamentales de leur théorie²³.

Dans cette approche, l'endettement favorise la relance de la demande globale entraînée par l'effet accélérateur une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement, qui provoque à son tour une hausse de la production.

Selon la thèse keynésienne, le déficit budgétaire, qui conduit par ces flux successifs à augmenter le stock de la dette produit l'expansion du cycle économique par la demande et l'investissement autonome. Le déficit auquel correspond l'emprunt stimule la demande et permet d'alléger le coût de son remboursement, cet argument reste plausible tant que le sous-emploi des ressources productives existent.

2-2-5/les approches alternatives à la théorie keynésienne face à l'endettement :

La théorie keynésienne justifie la nécessité de l'endettement public pour la relance économique alors que les approches alternatives explorent le champ des stratégies électorales, les gouvernements de coalition et les gouvernements unitaires etc...

²³ COHEN (D). p60. www.Memoireonline.com consulté le 29/03/2019

Pour ALESINA et TABELLINI (1989)²⁴, s'il existe dans un pays où on a deux partis qui sont potentiellement en position d'accéder fréquemment au pouvoir, ces partis ont des préférences différentes quant à la nature des dépenses publiques. Le parti au pouvoir peut décider d'augmenter aujourd'hui les dépenses publiques en s'endettant, satisfaisant son électorat, au mieux de se maintenir au pouvoir et au pire de ne pas faciliter la vie de son adversaire. Ainsi, il crée des conditions de gêner ultérieurement son adversaire politique du point de vue de la gestion du budget, si ce dernier venait à conquérir le pouvoir. Il engage aujourd'hui des recettes fiscales futures et donc diminue les possibilités futures de dépense de son adversaire surtout si la dette venait à être importante.

En effet, le deuxième parti, une fois au pouvoir sera tenu de rembourser à un moment le service de la dette de l'emprunt. Ainsi, il sera obligé de réviser ses promesses électorat en diminuant les dépenses sociales et au risque de mécontenter son électorat. D'où l'idée de stratégie électorale à travers la dette. D'autres ont également élaboré les modèles sur les stratégies électorales et les cycles politiques et l'endettement public.

ALESINA et DRAZEN (1991) explique l'endettement public par le report des réformes fiscales nécessaires à l'ajustement budgétaire dans un contexte de deux ou plusieurs partis d'un gouvernement au pouvoir ou gouvernement de coalition, ne s'entendent pas sur la répartition de la charge de l'impôt pouvant compenser les déficits. A cet effet, chaque partie essaie de préserver son électorat et de faire payer les autres franges de la population réservées par rapport à son idéologie.

2-2-6/ L'approche de la nouvelle théorie de la détermination du niveau général des prix face à l'endettement public :

Les partisans du courant de la FTPL « fiscal théorie of Price level » (leeper 1991 et woodford 1995)²⁵, pensent que le déficit budgétaire et l'endettement non anticipé qui lui est associé entraînent une hausse du niveau général des prix. Ils affirment qu'au sien d'un régime budgétaire non-Ricardien, et suite à une progression non anticipée de la dette (du fait d'un déficit budgétaire), le niveau général des prix est la seule variable qui puisse ajuster la valeur réelle de la dette et la somme actualisée des soldes budgétaires futurs anticipés. Il ne s'agit ni plus ni moins d'une théorie quantitative de la dette.

²⁴ Cité par Gervasio SEMODO (2001)

²⁵ Cité par Berthrand BLANCHETON(2004)

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure

D'après ce chapitre, l'endettement excessif peut devenir un obstacle majeur aux perspectives de développement. C'est pour quoi la nécessité d'un bon cadre institutionnel s'impose. C'est-à dire une infrastructure juridique et institutionnelle développée luttant particulièrement contre la corruption et respectant l'Etat de droit et les droits de propriétés est de nature à canaliser les fonds empruntés vers les usages les plus productifs.

Chapitre II : Aperçu sur l'économie algérienne

Depuis 1962, année de l'indépendance, l'Algérie a lancé de grands projets économiques pour mettre en place une véritable assise industrielle dense. Cependant, en dépit des réalisations importantes (routes, métro, autoroutes, universités, usines, etc.), qui ont été réalisées, l'économie algérienne est passée par divers stades de turbulence, n'arrive toujours pas à trouver ses repères et à tirer des leçons des échecs précédents¹.

Dans les années 80, l'économie algérienne a connue des difficultés importantes. En effet, le contre-choc pétrolier de 1986 a conduit vers un coup dur à une économie fragile et quasiment rentière, C'est la période des plans anti-pénurie et de stabilisation. Aux débuts des années90, l'Algérie a engagé des réformes structurelles concrétisant ainsi le passage à l'économie de marché. En 2012, l'économie demeure très fortement dépendante de la rente des hydrocarbures qui représente la principale source de revenus du pays, sans être parvenu à se diversifier et à mettre en place une industrialisation compétitive au niveau international².

Ce chapitre est scindé en deux sections ; Nous allons présenter, dans la première section, les caractéristiques de l'économie algérienne y compris l'évolution du cadre institutionnel et dans la deuxième section, l'évolution de la dette extérieure en Algérie.

Section 1 : les caractéristiques de l'économie algérienne y compris l'évolution du cadre institutionnel.

Dans cette section on va aborder l'évolution de l'économie algérienne, de l'indépendance jusqu'à l'année 2017. Dans ce qui suit nous donnons l'évolution du cadre institutionnel en Algérie.

1.1/L'évolution de l'économie algérienne

L'économie de l'Algérie trait de la situation économique conjoncturelle et structurelle de l'Algérie.

1.1.1/ période 1962-1978

Cette une période de grande ambition de développement économique avec une économie centralisée, les taux d'investissements et taux de croissance élevés. Il y a une stratégie volontariste d'industrialisation par filières mais qui a été interrompue à partir de 1978.Cette expérience avortée de développement industriel centralisé, et étatique a pu produire les taux

¹ Faire le bilan des réalisations des cinquante dernières années (archive), APS, Algérie Presse Service, le 5 juillet 2012.

²Frédéric Pons « L'Algérie malade de son or noir » (archive), Valeurs actuelles, 3 mai 2012.

de croissance les plus élevés de ce premier cinquantenaire et, malgré le fait qu'elle n'ait pas été soutenue, et qu'elle a vite montré ses faiblesses en termes de productivité, a néanmoins révélé le potentiel industriel de l'Algérie, qui a construit un tissu d'entreprises industrielles dans plusieurs domaines et sur tout le territoire et qui a développé des compétences et un savoir-faire qu'aucune autre politique mise en place successivement n'a pu reproduire³.

1.1.2/Période 1979-1987

Au début des années 80, l'économie algérienne commençait à être restructurée, et l'aggravation de la crise économique en Algérie à la suite du choc pétrolier des 1986. la baisse régulière du prix du brut amorcée à la mi-1985 s'accélère brutalement en 1986, le niveau des prix atteint son plancher et dévoile brutalement les dysfonctionnements structurels de l'économie algérienne. La chute des prix du pétrole de 40% réduit à néant les illusions de puissance du potentiel industriel algérien et révèle la dépendance et la fragilité d'un système construit sur la seule performance du secteur des hydrocarbures⁴.

1.1.3/Période 1988-1993

La baisse du prix des hydrocarbures de 1985 à 1987 a eu des conséquences sur le plan social et économique du pays. La crise politique de 1988, les résultats des élections de 1991 et leurs annulations plongèrent le pays dans une période très difficile d'insécurité et de désordre économique, l'obtention d'une aide financière du FMI et les mesures qui lui sont associées ont renforcé l'urgence des réformes.

1.1.4/ période 1994-2017

En début de 1994 le passage d'une économie dirigée à une économie de marché est conforté par la dévaluation du dinar algérien, la libéralisation du commerce extérieur, la liberté des prix, et le rééchelonnement de la dette extérieure, avec l'ancrage à l'économie de marché, la classe moyenne, majoritairement composée de fonctionnaires avant 1994, s'est trouvée décimée en quelques années⁵. Vingt ans après le passage à l'économie de marché, l'économie algérienne demeure très peu industrielle avec un secteur industriel pesant moins de 5% du PIB et est principalement constituée de petits services et de commerces (83% de la superficie

³ SAID BOUMRAOU et HAMZA AIT ABDELOUAHAB « L'impact de la dette extérieure sur la croissance économique cas de l'Algérie (1980 à 2016) », mémoire de master, université Bejaia, juin 2018. P31.

⁴ Omar Bandera Economie algérienne 1986-1998 : les réseaux aux commandes de l'état (archive), octobre 2002, Alegria-Watch, lu le 31 juillet 2012.

⁵ Kassim Bouhou « L'Algérie des réformes économiques » un gout d'inachevé, politique étrangère, n° 02/2009, Consulté le 1^{er} aout 2012.

économique). Elle est également caractérisée par les sureffectifs dans les entreprises publiques ainsi que dans l'administration⁶.

En 2015, le pays est confronté à une forte chute de ses revenus pétroliers (-43.71%) aggravant fortement le déficit de la balance commerciale. La balance des paiements atteint le niveau record de (-10.72 milliards) de dollars au premier trimestre 2015⁷.

Avec une forte dépendance aux hydrocarbures. L'économie algérienne demeure une économie rentière.

Le rapport 2017 du cabinet de conseil et d'intelligence économique oxford Business Group (OGP) sur l'Algérie, met l'accent sur les efforts consacrés par le pays pour renforcer et diversifier son économie sur fond de la chute des prix du pétrole. Ce rapport évoque la contribution croissante du secteur privé dans le PIB. En particulier du rôle des petites et moyennes entreprises (PME) soutenus par de nouvelles mesures, ainsi que le secteur des services financiers, qui a connu des évolutions positives telles que l'instauration du paiement en ligne⁸.

1-2/ l'évolution du cadre institutionnel en Algérie :

Malgré de nombreux avantages (des ressources pétrolières, une main d'œuvre jeune, des réserves de change estimées à 205,2 milliards de dollars en 2012 et 82,12 milliards de dollars en 2018 selon le rapport du FMI) l'Algérie connaît un taux de croissance stagnant à un très faible niveau. Le pays injecte des sommes colossales dans l'économie sans résultat. La plupart des ressources financières servent à financer les investissements non productifs (autoroutes, logements, trottoirs, entreprises publiques défailtantes incapable de rembourser,.....).

Le développement d'une économie est caractérisé par le bon fonctionnement des ses institutions, pour se retrouver et prendre une avance considérable. Tandis que l'Algérie ne prenait pas cela en considération, ni l'importance indispensable des institutions dans la croissance et le développement dans divers domaines, que ce soit en politique, secteur Éducatif ou sociale, sachant que le gouvernement algérien a dépensé des sommes faramineuses dans de divers secteurs afin d'apporter un changement et d'assurer un développement progressif.

⁶ Abderrahmane Mebtoul « les six impacts de la baisse du cours du pétrole sur l'Algérie » le matindz.net, le 18 août 2015

⁷ mebtoul « L'Algérie fragilisée par la chute du cours de l'or noir » (archive), le monde. Fr, 12 septembre; lematindz.net, 18 août 2015.

⁸ <http://www.elmoudjahid.com/flractualites119295> (archive). consulté le 15/04/2019

1-2-1/Qualité et fonctionnement institutionnelle en Algérie :

Dans cette partie nous allons essayer d'évoquer le problème des institutions qui freinent le développement en Algérie.

1-2-1-1/L'évolution de la qualité des institutions Algériennes :

Le terme « Institution » signifie, selon DOUGLAS NORTH (1990), l'ensemble des règles formelles ou informelles qui régissent les sociétés. Une bonne qualité de cet indicateur nous renseigne sur le cadre général du fonctionnement de l'Etat et sur l'aptitude à concevoir un cadre de contrôle et de régulation fiable sensé accompagner les décisions et les politiques économiques de la nation. Plusieurs critères de mesure de cet indicateur ont été discutés par différents économistes partisans de la théorie institutionnelle à l'exemple des droits de propriété, le niveau de la démocratie, la transparence et la corruption ou de la bonne gouvernance comme institutions formelles, où bien de la religion, les croyances, les traditions et la culture comme institutions informelles. Le tableau suivant présentera l'évolution de certains critères de mesure d'un volet des institutions formelles qui est la qualité des institutions économiques⁹.

TableauN^o1 : L'évolution de la qualité des institutions algériennes¹⁰

Année	qualité des institutions %	Année	qualité des institutions%
1995	55.7	2005	53.2
1996	54.5	2006	55.7
1997	54.9	2007	55.4
1998	55.8	2008	56.2
1999	56.8	2009	56.6
2000	56.8	2010	56.9
2001	57.3	2011	52.4
2002	61.0	2012	51.0
2003	57.7	2013	49.6
2004	58.1	2014	50.8

Source : Elaboré par Moussa MAAMRI Hocine IFOURAH

L'indicateur de la qualité des institutions nous montre une situation moyenne de l'environnement institutionnel algérien qui varie entre 49.6% et 61%. L'analyse approfondie

⁹Moussa MAAMRI & Hocine IFOURAH, « la croissance économique entre ouverture, qualité institutionnelle et dépendance énergétique : quelle évidence pour l'Economie algérienne ? », université de Bejaia- ALGERIE, 2016

¹⁰<https://www.fraserinstitute.org/studies/economic.freedom>.

de cet indicateur nous permet de constater que le niveau moyen de la qualité des institutions est affecté par le niveau de liberté de la corruption qui ne cesse de dégringoler à partir de 2005 en atteignant les niveaux de 26% en 2005 et 28.7 % en 2014 après avoir été aux alentours de 50% durant les années précédente. Par ailleurs, l'indicateur des dépenses publiques connaît lui aussi une baisse à partir de 2010 en atteignant le seuil de 62.4% après avoir été aux alentours des 70% durant les années précédentes, ainsi, les autres sous indicateurs de la qualité des institutions algériennes non pas fait l'exception où la grande partie de ces indicateurs connaissent une tendance vers la baisse particulièrement durant le années 2000. Cette constatation nous renseigne sur l'absence d'accompagnement des politiques économique de la nation, et sur la fragilité dans laquelle vivait l'économie algérienne et nous mène à s'interroger sur la capacité et l'aptitude des dirigeants à mener à bien les décisions et les politiques économiques adoptées par l'Etat. Aussi, l'injection des fonds importants dans une économie fragile et dépendante des hydrocarbures et en situation de transition telle que l'Algérie ne peut conduire qu'à la favorisation de la corruption et de la mauvaise gouvernance se qui est nuisible climat des affaires du pays.

L'évolution du gouvernement du rôle d'entrepreneur à celui de régulateur des marchés, la mise en œuvre des régulations est incohérente et sous la pression permanente de puissants groupes d'intérêts qui instrumentalisent les institutions de régulation pour fausser la compétition. Afin de procédé aux explications du fonctionnement des institutions citons quelques exemples à l'instar des Contrôles « sanitaires » qui concluent que les produits alimentaires importés par de nouveaux acteurs de ce marché sont impropres à la consommation humaine sont l'illustration parfaitement représentative du dévoiement du rôle des instances de contrôle. Les nombreux scandales qui ont ciblé des importateurs non impliqués dans le système de pouvoir parallèle montrent que les capacités publiques sont largement utilisées pour maintenir des positions dominantes sur un certain nombre de secteurs d'importation. Deuxième exemple c'est celui des impôts qui est n'est ni efficace ni équitable et la discrimination fondée sur la nature de l'activité ou la personnalité des agents économiques est trop fréquente. Il n'y a pas non plus une équivalence d'accès au marché pour tous les agents économiques. Autrement dit, le prélèvement fiscal doit cesser d'être calculée en fonction des relations dans le sérail militaro sécuritaire et les agents du fisc ne doivent plus être utilisés comme des vecteurs de destruction des concurrents du secteur privé protégé.

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise organise, le 29 janvier 2019 à l'hôtel Sofitel à Alger, une rencontre-débat, sur "La qualité des institutions, vecteur de la

diversification de l'économie algérienne", qui sera animée par Zoubir Benhamouche, économiste à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, bureau pour l'Afrique du Nord (CEA). La transformation structurelle en Afrique du Nord demeure beaucoup trop lente pour répondre aux défis de développement de la sous-région, notamment en Algérie dont l'économie est encore dominée par le secteur des hydrocarbures. Par ailleurs, la productivité du travail en Afrique du Nord, en Algérie notamment, enregistre une croissance très faible. Zoubir Benhamouche présentera un nouvel angle d'approche, celui des distorsions, pour comprendre comment la qualité des institutions permet de comprendre l'évolution structurelle de l'économie algérienne.

1-2-1-2/Fonctionnement institutionnelle en Algérie :

Les institutions algériennes doivent être renforcées pour permettre le bon fonctionnement d'un marché libre.

L'appareil judiciaire reste toujours dépendant, une grande instabilité caractérise l'Algérie depuis 1992. Le mécontentement populaire face à l'incurie du régime est amplifié par la faiblesse des Institutions censées relayer l'expression de l'opinion et, par la participation du plus grand nombre, capables de régler les conflits internes de manière équitable. Ce mécontentement est alimenté par la corruption omniprésente et par un appareil judiciaire scandaleusement inopérant. Les voies et moyens de réforme de l'appareil judiciaire sont connus, mais l'obstacle principal à la réforme réside dans la volonté de pérenniser un ordre fondé sur les interférences permanentes du pouvoir formel et des réseaux. De nombreux magistrats sont les relais des clans quand il s'agit d'éliminer juridiquement voire d'emprisonner des gestionnaires gênants pour les affaires de ces groupes d'intérêts. Ainsi la paralysie du système financier le secteur bancaire est dominé par six banques publiques qui représentent environ 90% dès l'ensemble des dépôts et des actifs. Ces banques ont été créées dans les années soixante et au début des années 70 et n'étaient guère plus que les agents payeurs du trésor d'une économie dirigée en charge du contrôle des changes. La transition vers un système moderne est douloureusement lente. Un des handicaps particulièrement invalidants est le financement contraint d'entreprises publiques en déconfiture sur injonction gouvernementale.

Depuis 1992 de manière récurrente, le gouvernement a injecté des fonds considérables dans ces banques afin de couvrir d'énormes déficits sans pour autant apporter de remède aux causes premières de ces pertes. De plus, une nouvelle source de déficits est apparue au cours des dix dernières années, les « *décideurs* » du pouvoir réel

contraignent les banques à prêter à des entités privé¹¹es sans évaluation de la solvabilité de ces emprunteurs. Les recours normaux afin de récupérer tout ou partie de ces créances sont court-circuités par le système de pouvoir parallèle, ce qui a provoqué des pertes importantes, la débâcle du Groupe Khalifa est l'illustration éclatante des dysfonctionnements de ce système. Les défaillances des banques publiques (insuffisances managériales et haut niveau de créances non performantes) continuent de peser sur le développement du secteur privé non-protégé (très longs délais d'examen des demandes de crédit, incapacité d'évaluer la solvabilité des emprunteurs). Ces insuffisances nuisent à la mobilisation de l'épargne interne et déterminent une allocation sous optimale des ressources financières, réduisant ainsi les conditions du retour à la croissance.

Enfin l'institution douanière se caractérise par son inefficacité globale et son degré élevé de corruption. L'Algérie comprime au Maroc. L'instrumentalisation du système douanier afin de bloquer les concurrents et la perception « *variable* » des droits de douanes sont des moyens habituels des oligopoles protégés, au même titre sinon plus que le système bancaire et judiciaire. Délais de Récupération des marchandises pour l'Algérie est de 24 jours, le Maroc durant seule journée, et pour le cas les plus longs 84 jours pour l'Algérie, 2 jours pour le Maroc (Source: Banque Mondiale).

Des Institutions Sous-développées Si le fonctionnement de nombreuses institutions est perverti par le système de pouvoir parallèle, il est utile de préciser que de nombreuses prérogatives institutionnelles n'ont jamais pu être correctement exercées. L'impossibilité de mettre en place de telles institutions peut être attribuée à l'absence de consensus entre les différents centres de pouvoir, formel et informel. Les effets sur l'économie sont importants, mais sont peut-être moins visibles. Ainsi le cadastre, est un système de conservation des titres de propriété ne sont pas encore mis en place, alors qu'il s'agit d'une priorité indiscutable depuis plus de dix ans. L'établissement de titres de propriété incontestables en matière agricole est un problème particulièrement aigu et un obstacle sérieux à l'exploitation efficace et rationnelle de la terre, constituant ainsi un frein à la croissance économique.

Les agences en charge de la sécurité sociale ont connu de nombreuses évolutions dès le début des réformes économiques. Cependant, les filets sociaux requis pour l'accompagnement des restructurations des dernières grandes entreprises publiques

¹⁰ Hafid ABERKANE, Mémoire « institutions et croissance économique », université Abderrahmane mira de Bejaia 2016

¹¹[https:// www.liberté-algérie.com//Quel rôle pour les institutions 307863](https://www.liberté-algérie.com//Quel_rôle_pour_les_institutions_307863)

déficitaires ne sont pas encore en place. L'absence d'un tel filet social est susceptible d'éroder le soutien politique aux réformes en raison des inquiétudes liées au coût social de la transition assumé par la population. La publication de données statistiques sur la balance des paiements, les comptes nationaux, le budget et le bilan consolidé du secteur bancaire ne sont pas suffisamment réguliers ni de la qualité requise pour permettre aux acteurs économiques de prendre des décisions pertinentes.

Section 2 : l'évolution de la dette extérieure en Algérie

Il est d'évidence aujourd'hui que la contrainte financière paralyse et étrangle l'Algérie, que les choix sont de plus en plus restreints et que la dette est un élément essentiel de la situation économique difficile. La dette est devenue en quelques années un sujet de préoccupation majeure et l'objet de débats passionnés.

2-1/l'évolution de la dette extérieure entre la période avant 1986 jusqu'à la période 1993 :

Dès son indépendance, L'Algérie a connu une longue période de vulnérabilité externe, suite au choc externe de 1986 matérialisé par une chute de 39 % des recettes d'exportations d'hydrocarbures, qui a conduit à une crise de la dette extérieure. Malgré le reprofilage de cette dernière sous l'angle bilatéral avec l'Italie ainsi que l'opération de reprofilage avec un groupe de banques étrangères, le ratio de service de la dette a dépassé 100 % au premier trimestre de 1994, pendant que l'en-cours de la dette extérieure a atteint 70 % du produit intérieur brut en 1994.

2-1-1/ la période avant 1986 : naissance de la dette extérieure en Algérie :

Il apparaît qu'au temps de la gestion socialiste, l'Algérie ne comptait comme endettement extérieur dans les années soixante que les crédits de l'organisation française de coopération industrielle (O.C.I). Les financements étaient de nature strictement commerciale et provenaient de pays fournisseurs d'équipements et services dans le cadre de projets industriels. Dans les années 70, la dette algérienne était de moins de 5 milliards de dollars.

En 1971, le stock de la dette extérieure était de 3.335 milliards de dollars. Le premier emprunt sur le marché international des capitaux est intervenu en 1974. Le recours à l'endettement à la mobilisation de crédits extérieurs après le premier et le deuxième choc pétrolier avait connu une augmentation sensible dans les années suivantes pour les besoins des différents investissements engagés par l'Etat algérien dans sa politique d'industrialisation.

En 1973, le choc pétrolier permet d'envisager un programme encore plus ambitieux. Les Etats modernistes, parmi lesquels l'Algérie, se sont placés à l'avant-garde. Les technocraties sont sûres d'elles-mêmes; le recyclage des pétrodollars permet des crédits faciles mais chers, la dette publique enfle mais elle est couverte par la hausse des prix du pétrole. Le piège de la dette est en place, il fonctionnera d'abord pour les pays qui n'ont pas de ressources valorisables. L'ivresse industrielle masque le désastre politique que constitue, sur le plan international, l'effondrement du front, fragile et incertain, né de la décolonisation.

En 1975, elle atteignait 6,870 milliards de dollars et le service de la dette était de 0,860 milliards de dollars. Le recours aux financements extérieurs croît de près de 1 milliard de dollars en 1977

de nouveau, de près de 2 milliards de dollars en 1978 : l'Algérie lance le plan VLHYD (valorisation des hydrocarbures) qui prévoit l'intensification d'exportation des hydrocarbures, en particulier du gaz naturel.

Le deuxième choc pétrolier accentue fortement l'augmentation des recettes extérieures en 1980, mais le pays mobilise encore 3,4 milliards de dollars. La réalisation d'installations dans le secteur des hydrocarbures lui en fournit l'opportunité. Le pays engrange en 1980 et 1981 des réserves de change plus importantes que les financements qu'il mobilise.

Après le deuxième choc pétrolier, la riposte des pays dominants va se déployer en plusieurs étapes. Le recyclage des pétrodollars et les crédits faciles gonflent les dettes; l'imposition brutale du monétarisme en 1982 rend les remboursements impossibles et fait exploser la crise de la dette.

La réduction des flux de crédits mobilisés est largement composée par l'augmentation des recettes d'exportation, de sorte que malgré l'accélération de remboursement, les recettes nettes de dette passent de 5,5 milliards de dollars en 1978 à 11,5 milliards en 1980 et sont encore à 9,5 milliards de dollars en 1981 à 1984, les réserves fondent de 9,5 milliards de dollars au même temps où le pays mobilise pour 10,5 milliards de dollars d'emprunt.

En 1982, la dette passe à 17,8 milliards de dollars et le service de la dette passe à 4,6 milliards de dollars. Mais, les exportations passent de 4,5 à 13,5 milliards de dollars. La dette comparée aux exportations revient de 150% en 1975 à 134% en 1982. Alors que la crise de la dette du Tiers-Monde explose.

Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'y a pas de solidarité des pays développés destinataires de ses richesses naturelles avec le pays. L'Algérie subit directement l'instabilité des prix des hydrocarbures et celle des taux d'intérêts. En 1985, s'y ajoute l'effet du taux de change¹².

2-1-2/Période 1986-1991 le foisonnement de la dette extérieure

En 1986, la forte chute du prix du brut se traduit pour le pays par une baisse de ses recettes extérieures de plus de 5,6 milliards de dollars, ainsi les réserves de change étaient de plus d'un milliard de dollars. Depuis le début 1985, le dollar avait perdu près de la moitié de son pouvoir d'achat.

¹² GUSTAVE MASSIAH « la dette algérienne à l'ordre mondial » Ce texte est celui d'une communication que Gustave Massiah a faite au cours d'une réunion à la Sorbonne le 23 novembre 1993.

Le stock de la dette extérieure augmente, entre 1984 et 1986, de 7 milliards de dollars du fait principalement de cette décote du dollar. En effet, depuis le début des années 80, les financements accessibles « en dehors des crédits commerciaux d'accompagnement » étaient les fonds des institutionnels japonais et allemands libellés dans les devises respectives de ces deux pays.

De fait de la réticence des banques internationales à accorder des prêts libérés, le gouvernement algérien avait alors eu recours à des financements dont la durée n'excédait pas les 18 mois et ce, afin d'importer des biens d'équipement, des produits finis et ceux de large consommation.

De 1986 à 1989, les recettes d'exploitation fluctuent entre 8.5 et 10.5 milliards de dollars après avoir dépassé 15 milliards en 1981 et 14.7 milliards en 1985.

C'est à partir de 1986-1987 que la situation se détériore. En 1990, elle devient catastrophique; la dette atteint 28,6 milliards de dollars, soit 227% des exportations et le service de la dette, à près de 9 milliards de dollars, se situe à 80% du total des exportations.

La dette est devenue la première question économique. Le niveau atteint exige des mesures immédiates. La nature de la dette, qui se traduit dans sa structure, exacerbe les tensions entre les choix économiques et la situation politique¹³.

2-1-3/Période 1991-1993 le reprofilage de la dette :

Le recours aux crédits extérieurs s'est intensifié, comme il s'est accompagné depuis 1988 de l'accélération des remboursements en principal. Le poids de la dette asphyxie le pays qui doit consacrer en 1991 près de 21% du pnb au service de la dette.

Le pays n'arrive plus à assurer sa liquidité extérieure. Malgré cela, le gouvernement de l'époque refuse le recours au rééchelonnement de la dette. Il avait choisi de rechercher des préfinancements d'hydrocarbures et des formules de traitement d'autant plus difficiles à mettre en œuvre qu'elles sont peu usitées. Il demande, d'un côté, à l'Italie et, de l'autre, au crédit lyonnais le reprofilage d'un montant total de dettes de 2,352 milliards de dollars.

Démarche atypique et risquée, note le rapport de la banque d'Algérie. Du côté italien, la décision est de nature souveraine. C'est l'Etat qui en supporte le coût auprès des banques italiennes. L'Italie réclame des garanties pour le paiement des échéances sur les prêts reprofilés. La nature de certaines d'entre elles est telle qu'elles ne peuvent être finalement accordées. Quant au crédit lyonnais, il avait besoin de monter une opération à laquelle il invite un certain nombre de

¹³ GUSTAVE MASSIAH, op cit

banques créancières de l'Algérie. L'opération a trainé sur le marché et a fait mauvais effet pour un pays qui faisait valoir une simple crise de liquidités.

Au début des années 90, l'investissement public a été considérablement réduit à un peu plus de 6,2 % en 1991. Toutefois, cela n'a pas empêché une nouvelle envolée des déficits budgétaires, qui ont atteint le niveau record de -8,3 % du PIB en 1993.

En dépit de cette double démarche, les recettes nettes de remboursement en principal ne sont guère supérieures à 1 milliard de dollars en 1993, le service de la dette représentant cette année là encore 18,9% de son PNB. La diminution du stock de la dette en 1992 par rapport à 1991 s'explique en totalité par l'effet taux de change du dollar.

L'Algérie a subi une augmentation cumulée de son stock de dette pendant la période 1985-1992 de l'ordre de 6,185 milliards de dollars du fait des variations du cours de cette monnaie.

2-2/Période 1994-2000 rééchelonnement de la dette :

Le rééchelonnement est intervenu suite à un programme d'ajustement structurel conçu en accord avec le fonds monétaire international (FMI) et qui doit être mis sous sa surveillance. C'est la solution monétaire qui est engagée et consistant principalement dans la réalisation de l'équilibre de la balance des paiements à moyen terme. Les créanciers sont alors rassurés quant au paiement de leur dû sur la base du nouveau calendrier décidé par le club de paris pour les créances publiques et le club de Londres pour les créances non garanties des banques commerciales. Le pays n'accède aux crédits multilatéraux que moyennant des conditionnalités croisées et les rares financements bilatéraux sont soumis à de sérieux aléas politiques. Les structurel ne se sont pas fait attendre. En superposant un important relèvement des taux d'intérêt à une forte dévaluation, l'asphyxie des entreprises publiques aussi bien que privées qui avaient des dettes extérieures était inévitable. Le report d'échéances en principal et de certains intérêts entraîne évidemment le gonflement du stock de la dette. L'amortissement en principal est déjà de 2,3 milliards de dollars. Le flux net en principal est donc, cette année-là, de 0.3 milliard de dollars. Certes, les recettes nettes du service de la dette n'ont cessé d'augmenter pour atteindre 9.5 milliards de dollars en 1997 ; certes aussi le rééchelonnement a pour effet d'allonger la maturité moyenne-calculée par le stock de dette à la fin d'un exercice rapporté au service en principal de l'exercice suivant-de la dette extérieure (cette maturité est passée de 3.7 ans ou 44,4 mois en 1993 à 15.9 années ou 191 mois en 1996. Il reste que le fonctionnement de l'économie est toujours contraint par les équilibres extérieurs lesquels portent encore le poids de la dette extérieure, tout au long des décennies 80 et 90, l'Algérie doit continuer à emprunter pour payer ce qu'elle doit et qui plus est les nouveaux emprunts ne suffisent pas à payer les intérêts et

rembourser le principal : il y a transfert net vers l'extérieur. En 1990, ces transferts ont atteint 2,9 milliards de dollars (2,6 en 1993)¹⁴.

2-3/ L'Après rééchelonnement :

L'amélioration de la position financière extérieure de l'Algérie à partir du début des années 2000, a permis de ramener les indicateurs de la dette extérieure à des niveaux soutenables, particulièrement depuis 2004.

L'encours de la dette extérieure à moyen et long termes connaît une tendance baissière depuis 2005, année de lancement des remboursements par anticipation. Cet encours est passé de 21,410 milliards de dollars à fin 2004 à 5,062 milliards de dollars à fin 2006. Vu le bas niveau de la dette extérieure à moyen et long termes atteint à fin 2006, son trend baissier s'est poursuivi mais à un rythme faible, soit 4,889 milliards de dollars à fin 2007, 4,282 milliards de dollars à fin 2008, 3,921 milliards de dollars à fin 2009 et, enfin, 3,679 milliards de dollars à fin 2010.

L'encours de la dette extérieure totale s'est stabilisé en 2010 (5,457 milliards de dollars contre 5,413 milliards de dollars à fin 2009), sous l'effet de la diminution de la dette à moyen et long termes à 3,679 milliards de dollars et d'une progression de la dette à court terme à 1,778 milliard de dollars à fin 2010 contre 1,492 milliard de dollars à fin 2009 et 1,304 milliard de dollars à fin 2008. La dette extérieure à court terme est représentée essentiellement par les avances des maisons mères à leurs filiales en Algérie qui sont, par ailleurs, gérées au niveau de la balance des paiements comme une forme d'investissements directs étrangers.

L'encours de la dette extérieure à moyen et long termes comporte une catégorie de crédits, dette extérieure non garantie par l'Etat ou un organisme public, qui a commencé à prendre de l'ampleur à partir de 2003, atteignant 0,968 milliard de dollars à fin 2010 (0,982 milliard de dollars à fin 2009). Il s'agit en fait de dettes contractées par des entreprises privées, entièrement sous contrôle étranger, ayant procédé à des investissements directs en Algérie.

Après la forte réduction de la dette extérieure en 2006 et l'introduction en 2009 de mesures législatives endiguant le financement extérieur d'investissements en partenariat, la structure de l'encours de la dette à moyen et long termes par type de crédit, à fin 2010, confirme la prédominance des crédits bilatéraux qui s'établissent à 2,743 milliards de dollars, représentant donc 74,56 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes. Ces crédits bilatéraux

¹⁴ habiba Madi, Moufida Bouaichi, mémoire « les exportations pétrolières et l'endettement extérieure » effet sur l'économie algérienne. 2011

se répartissent à concurrence de 72 % pour les crédits gouvernementaux et 28% pour les crédits commerciaux garantis¹⁵.

Dans la structure de l'encours de la dette à moyen et long termes, les crédits financiers qui ont légèrement augmenté en 2010 atteignent un niveau de 0,920 milliard de dollars contre 0,833 milliard de dollars à fin 2009. Leur part relative a reculé de 23 % à fin 2008 à 21 % à fin 2009, pour remonter à 25 % à la fin de l'année sous revue. Enfin, les crédits multilatéraux se stabilisent à 0,24%, se répartissant entre la Banque mondiale et la Banque Européenne d'Investissement.

La réforme monétaire 2017 :

La loi 17-03 du 6 décembre définit que les effets publics, émis par l'Etat, négociables sur un marché sont les bons du Trésor à court terme, cette loi a été publiée au dernier Journal officiel.

En 2017 des prévisions ont été faites pour l'année 2018, les prévisions du gouvernement qui suscitent le plus de scepticisme sont certainement celles qui concernent une inflation (4% en 2017) selon le texte de la dernière loi de finance. En plus les chiffres officiels des derniers mois de 2016 qui situent déjà la tendance de la hausse des prix à un niveau supérieur à 7% (l'augmentation des prix entre novembre 2015 et novembre 2016 au niveau national, a été de 7,3%) où la plupart des spécialistes avaient prédit une poursuite de l'accélération de l'inflation au cours de l'année 2018, et Certains n'ont pas hésité à évoquer, l'hypothèse d'une inflation à 2 chiffres.¹⁶

2-4/ La planche à billet 2017 :

La monnaie joue un rôle essentiel dans le fonctionnement des économies et des sociétés. La maîtrise de sa création représente donc un enjeu déterminant. On imagine souvent que le pouvoir de créer la monnaie se confond avec la fameuse « planche à billets » des banques centrales. En réalité, il dépend bien davantage de l'activité des banques qui ont la capacité de créer de l'argent quasiment à partir de rien. Pour autant, ce pouvoir ne vaut que pour le secteur bancaire dans son ensemble, et pas pour chaque banque prise isolément. Et il est loin d'être illimité.

Depuis cette année (2017) l'Algérie fait tourner la planche à billets à plein régime dans le but de compenser son déficit budgétaire. Une stratégie périlleuse, selon plusieurs économistes¹⁷.

¹⁵ Bank of Algeria rapport 2010 « évolution économique et monétaire en Algérie

¹⁶ Office National des Statistique (ONS)

¹⁷ Djamilia Ould Khettab Article publié le 21 décembre 2018 - à Alger «la planche à billets, une arme à double tranchant »

Le parlement algérien a adopté le texte autorisant au Trésor public d'emprunter à la Banque Centrale algérienne pendant cinq ans. Ce système est appelée la planche à billets, et le gouvernement espère que celle-ci placera un terme à la situation « difficile » des comptes publics.

La loi de la monnaie et du crédit vient d'être changée pour permettre à la banque d'Algérie de financer le déficit budgétaire de l'Etat, la dette publique, et les projets du fonds national d'investissement (FNI). Ce programme de financement se réalisera par la création monétaire (financement non conventionnel), alors que le grand public l'appelle (planche à billets).

La planche à billets va tourner à grande vitesse. En effet, l'Algérie va imprimer à partir de cette fin d'année jusqu'à la fin de l'année 2019 l'équivalent de 30 milliards de dollars de nouveaux billets de banque, ces chiffres ont été communiqués subrepticement par le ministère des finances. Ce dernier a expliqué que les besoins de financement de notre pays s'élevaient à 570 milliards de dinars (5,5 milliards de dollars) en 2017, à 1815 milliards de dinars (18 milliards de dollars) en 2018 et à 580 milliards de dinars (5,6 milliards de dollars) en 2019¹⁸. Pour les voir ensuite augmenter de 1400 mds DA jusqu'à fin mars et de 420 mds DA à fin septembre dernier, soit un total de 4005 mds DA, un montant dépassant de loin les estimations d'octobre 2018 du Ministre des finances Abderrahmane Raouya.

Rappelons également que, le Ministre des finances Abderrahmane Raouya a indiqué récemment que, le recours au financement non conventionnel durera encore pour toute la période de 2019 et 2020, pour faire face au grand déficit du trésor.

L'Algérie qui fait face à la raréfaction de ses ressources financières depuis la chute du prix du pétrole en 2014, l'a conduit au financement non conventionnel pour financer le déficit du trésor et éviter d'aller à l'endettement extérieur¹⁹.

2-4-1/ Les causes de la planche à billet :

Malgré tous les risques que comporte ce moyen de financement sur l'économie s'il n'est pas maîtrisé et pour cause, en absence d'un contre poids issu d'une dynamique économique, à même de répondre au besoin urgent d'atteindre les effets d'une relance de leviers économiques, basée sur la productivité, la compétitivité, et l'objectivité de réformes profondes, tous secteurs confondus, le recours à la planche à billets pourra s'avérer très cher à payer.

¹⁸ Rapport du Banque d'Algérie 2017

¹⁹ Arezki Benali Article publier le 10 décembre 2018 «Banque d'Algérie: la planche à billets de nouveau sollicitée »

Premièrement, la chute des prix du pétrole, à partir de juin 2014 et tout au long de l'année 2014 (-47,1 %), a constitué un choc d'une ampleur considérable sur l'économie nationale, principalement sur les finances publiques et les comptes extérieurs.

Deuxièmes, les finances publiques sont dans un état lamentable. Le déficit budgétaire et le déficit du compte courant de la balance des paiements sont très élevés. La chute du prix du pétrole a commencé fin juin 2014. Les déficits budgétaires ont été de 7,3 % du PIB en 2014, 15,4 % en 2015, 13,7% en 2016. Un déficit de 5,6% est prévu pour 2017 et 9,4% pour 2018. Le déficit du compte courant de la balance des paiements a été de 5,9 milliards dollars en 2014 (4,4% du PIB), 27,5 milliards dollars en 2015 (16,5% du PIB), 26,3 milliards de dollars en 2016 (16,5% du PIB), il est prévu un déficit de 21 milliards dollars(12% du PIB) en 2017. Les deux déficits sont gigantesques et persistants dans le temps²⁰.

2-4-2/ Les conséquences de la planche à billets :

La planche à billets tournera pour couvrir les déficits sans avoir pour rôle de relancer l'économie, la conséquence directe de la décision du gouvernement sera logiquement une hausse significative du taux d'inflation dans les mois à venir, accompagnée d'une forte baisse du pouvoir d'achat. En effet, si une plus grande quantité d'argent circule dans l'économie algérienne sans contrepartie de création de richesse, c'est la valeur de la monnaie qui devient moindre. Inévitablement, ce seront une nouvelle fois les couches les plus défavorisées qui subiront en premier le choc de l'impact de cette mesure.

Pour mieux comprendre, une augmentation de la quantité de monnaie en circulation engendre une diminution de la valeur et génère mécaniquement la hausse des prix. Selon les chiffres disponibles, l'inflation culmine déjà à 6 % ou 7 % en Algérie. C'est beaucoup. Une hausse supplémentaire grignoterait dangereusement le pouvoir d'achat des ménages²¹.

Le FMI contredit les options du gouvernement algérien en matière de financement et lui suggère de les abandonner et de chercher des solutions alternatives.

Dans son dernier rapport 2017 sur la situation économique en Algérie, le Fonds monétaire international (FMI) suggère, en lieu et place du financement non conventionnel, de développer des solutions alternatives pour la relance de la croissance, la résorption graduelle du déficit budgétaire et la diminution de la dette publique. Il recommande en fait à l'Algérie de désactiver l'outil de financement monétaire et d'établir un large éventail d'options de financements,

²⁰ Rapport du Banque d'Algérie 2017

²¹Office National des Statistique (ONS)

notamment l'émission de titres de dette publique au taux du marché, des partenariats publics-privés, des ventes d'actifs et d'emprunts extérieurs pour financer des projets d'investissements bien choisis. Le FMI présente des arguments en faveur de l'approche qu'il prône, estimant ainsi qu'une consolidation fiscale est possible en 2018 sans faire appel à un financement non conventionnel.

Il souligne qu'une dépréciation graduelle des taux de change, une mesure à intégrer dans une politique monétaire plus globale et clairement définie devant permettre d'éliminer le marché parallèle des changes, serait de nature à opérer les ajustements nécessaires. En un mot, l'institution monétaire préconise une grande rigueur budgétaire et monétaire et une gestion financière saine et efficace.

Dans le même temps, elle met en relief les effets découlant de la mise en œuvre de la planche à billets, invitant le gouvernement à réagir promptement si des problèmes d'inflation se font jour. Dans un récent rapport(2017), le FMI a, du reste, considéré que le financement monétaire pourrait certes offrir un répit à l'économie à court terme, mais également faire peser des risques considérables sur les perspectives économiques. Il a souligné que cette approche aura comme conséquence probable d'exacerber les déséquilibres budgétaires et extérieurs, d'alimenter l'inflation, d'accélérer la diminution des réserves de change, d'aggraver les risques pour la stabilité financière et, enfin de compte, de ralentir la croissance.²²

Dans le cadre du chapitre nous avons donné une idée sur la situation économique Algérienne, leurs caractéristiques économiques ainsi que l'évolution de sa dette extérieure. Cette analyse reste insuffisante pour juger l'existence d'une éventuelle relation entre les institutions et la dette extérieure. C'est ce qui justifie la nécessité de procéder à une étude plus détaillée à l'aide d'un modèle économétrique dans le chapitre trois.

²² Rapport du fond monétaire international(FMI) 2017 sur la situation économique en Algérie

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie.

L'objectif de ce chapitre est d'effectuer une analyse empirique sur les institutions et son effet sur la dette extérieure en Algérie. Notre but est d'étudier l'influence de la qualité des institutions sur la dette extérieure en Algérie. En effet ce chapitre est divisé en deux sections, la première est consacrée à la présentation des variables et l'approche économétrique. La deuxième section est consacrée à l'estimation et l'analyse des résultats ; L'étape préalable est le test de stationnarité des séries et l'estimation du modèle ECM. Ainsi une étude avec changement structurel en utilisant les approches de Zivot-Andrews et celle du Perron, seront utilisées, afin de tester la stationnarité des séries avec rupture.

Section 1 : présentation des variables et l'approche économétrique

Nous allons dans ce point essayer de trouver des relations linéaires entre les variables qui minimisent l'erreur aléatoire. Donc nous allons nous consacrer à l'étude empirique de relations susceptibles entre l'institution et la dette extérieure en Algérie.

1-1/ Présentation et analyse graphique des variables :

Dans cette section, nous allons présenter les variables à étudier puis nous ferons une analyse graphique des données statistiques.

Dans ces données statistiques nous utilisons les données annuelles durant la période allant de 1980 jusqu'au 2016. Le choix des variables a été fait en se basant sur l'objectif de l'étude.

Afin de mener notre analyse, nous retenons les variables suivantes :

- La variable dépendante ou la variable à expliquer, ou encore endogène : la dette extérieure annuelle (dex).
- Les variables indépendantes ou explicatives, ou exogènes :
 - qualité des institutions (QI) ;
 - prix du pétrole (PPT) ;
 - taux de change (TCH) ;
 - dépense nationale brute (DNB).

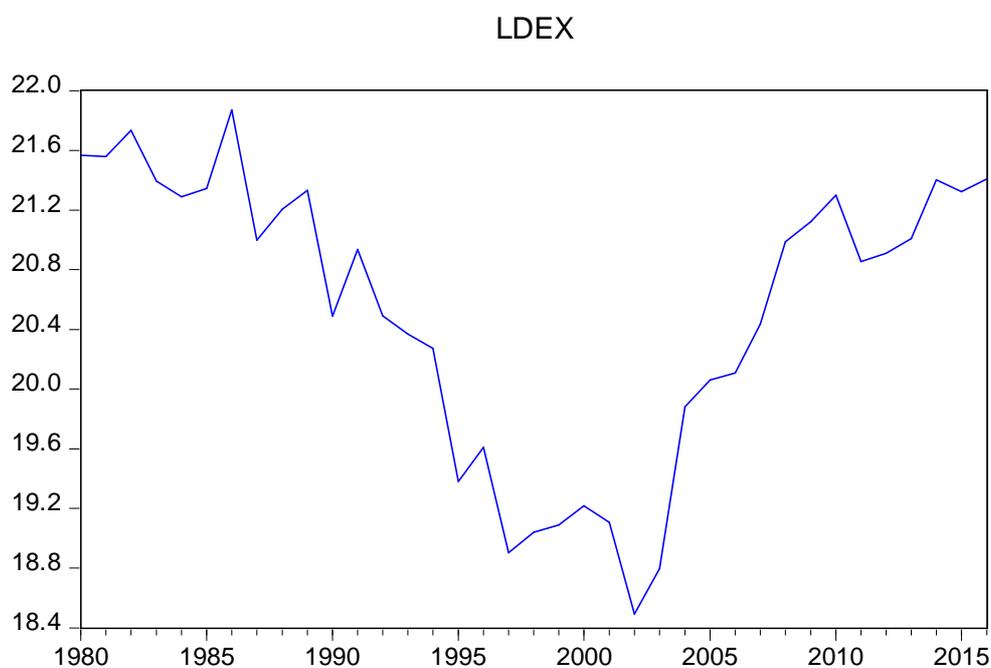
Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

Les données sont tirées de la Banque Mondiale et Economic freedom of the world et aussi de L'organisation des exportateurs de pétrole(OPEP).

1-1-1/ la série de la dette extérieure (DEX) :

La dette extérieure est la dette due à des non-résidents et remboursable en devises étrangères, en biens ou en service. La somme de la dette extérieure à long terme publique et garantie par l'état et privée non garantie, de l'utilisation des crédits du FMI et de la dette à court terme. La dette à court terme comprend toutes les dettes dont l'échéance initiale est d'un an et moins et les intérêts en retard sur la dette à long terme.

Figure n°1 : Evolution de la série DEX



Source : réalisé par nous même à partir des données de la banque mondiale à l'aide de logiciel Eviews 10

- Analyse du graphe :

D'après la représentation graphique en remarque que la série « dex » a une baisse à partir des années 80 jusqu'à 2002. Ceci s'explique par le rééchelonnement de la dette qui est intervenu suite à un programme d'ajustement structurel conçu en accord avec le Fonds Monétaire International (FMI), et le remboursement régulier et accéléré de la dette extérieure et par la

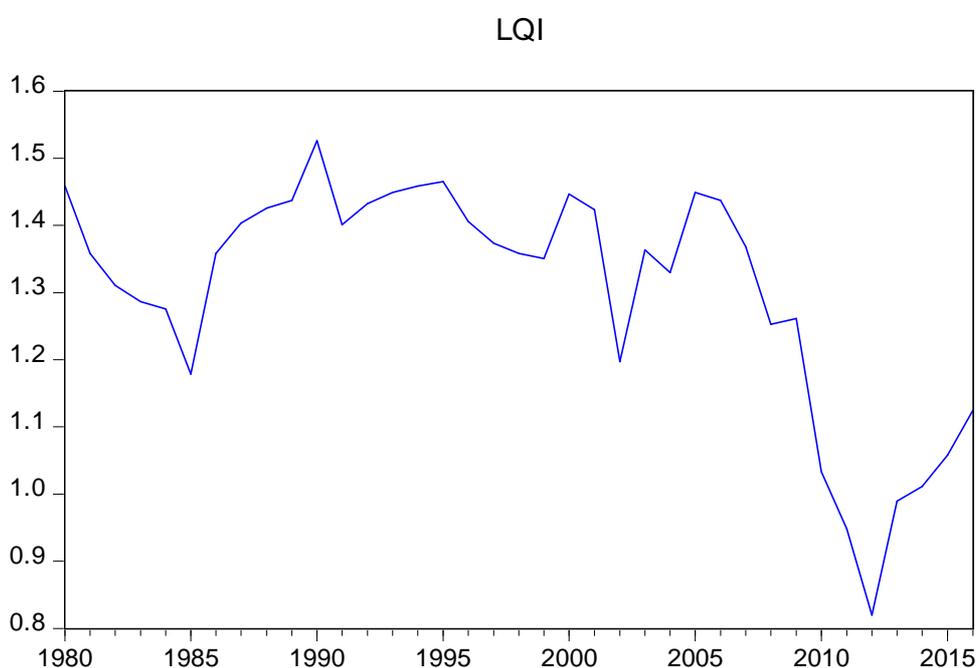
Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

politique de désendettement extérieure. Puis à partir de cette année la dette extérieure commence à avoir une hausse jusqu'à 2015.

1-1-2/ la série de qualité des institutions (QI) :

Cette variable est un indicateur composite obtenu par la moyenne des trois variables suivantes : Taille du gouvernement, Structure juridique et droits de propriété, et régulation. Ces dernières proviennent de la base d'Economic Freedom of the World (2017). Cette variable sera utilisée comme mesure pour étudiée leur impact sur la gestion de la dette.

Figure n° 2 : Evolution de la série QI :



Source : réalisé par nous même à partir des données d'economic freedom of the world a l'aide de logiciel Eviews 10

- Analyse du graphe :

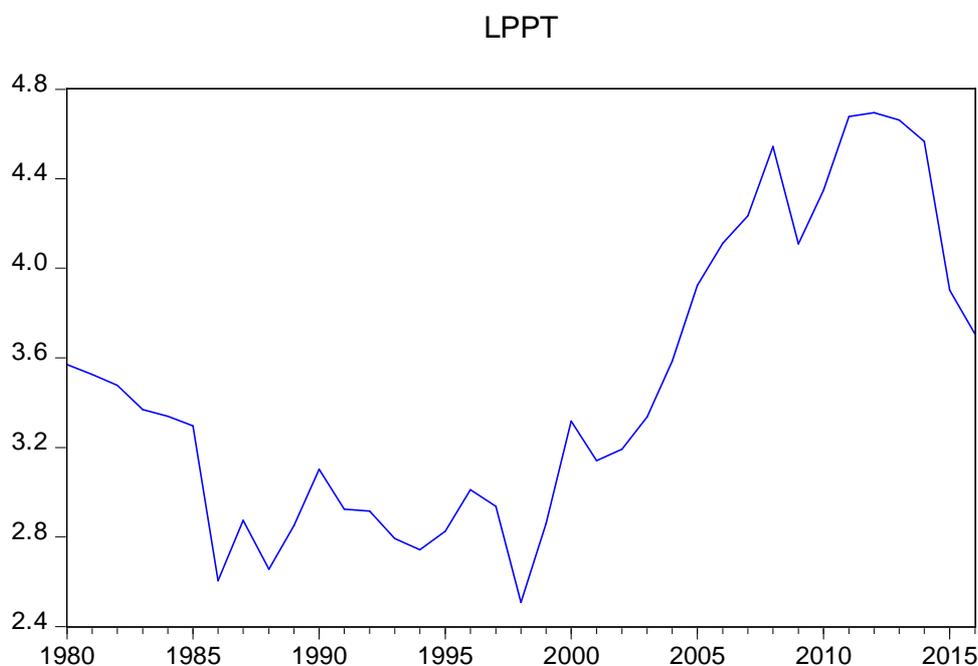
A partir de la représentation graphique on remarque que la série « QI » durant la période 1980 a diminué de 1.4 jusqu'à 1.2 en 1985. A partir de cette année la série a augmenté jusqu'à 1.5 en 1990 puis on remarque que la série de qualité des institutions commence à connaître une légère stabilité jusqu'à 2006. La série commence à baisser-- petite à petit jusqu'à atteindre 0.8 dans l'année 2012. À partir de cette année la série a connu un développement remarquable expliqué par la création de l'office central de répression de la corruption en Algérie.

1-1-3/ la série de prix du pétrole (PPT) :

Le cours du pétrole est la base du marché pétrolier. Il est constitué d'un ensemble de prix déterminés par les opérateurs du marché pétrolier, concernant principalement sa valeur spéculée à différents termes.

Les déterminants des prix du pétrole ont toujours été les fondamentaux des facteurs ou événements influent sur l'offre et la demande du pétrole, le changement de ses facteurs comme la demande mondiale du pétrole, le stock, la capacité de production et les progrès technologie ont joué un rôle dans la détermination des prix.

Figure n°3 : Evolution de la série du PPT



Source : réalisé par nous même à partir des données de l'OPEP à l'aide de logiciel Eviews 10

Analyse du graphe :

- La représentation graphique de cette série montre que durant la période 1980-1986, les prix du pétrole ont connu une baisse qui est une réponse logique à la réduction de la demande qui s'est opérées sur le marché international du pétrole. La période 1987-1999 est marquée par des fluctuations à la hausse et à la baisse. A partir des années 2000 les prix du pétrole ont enregistré une augmentation grâce à l'augmentation de la demande des pays émergents et des Etats-Unis sur le marché international, en 2009, aussi on a vu les prix chuter, avant de reprendre leur rythme ascendant. Toutefois, en 2014 et 2015, les prix ont baissé, cette baisse

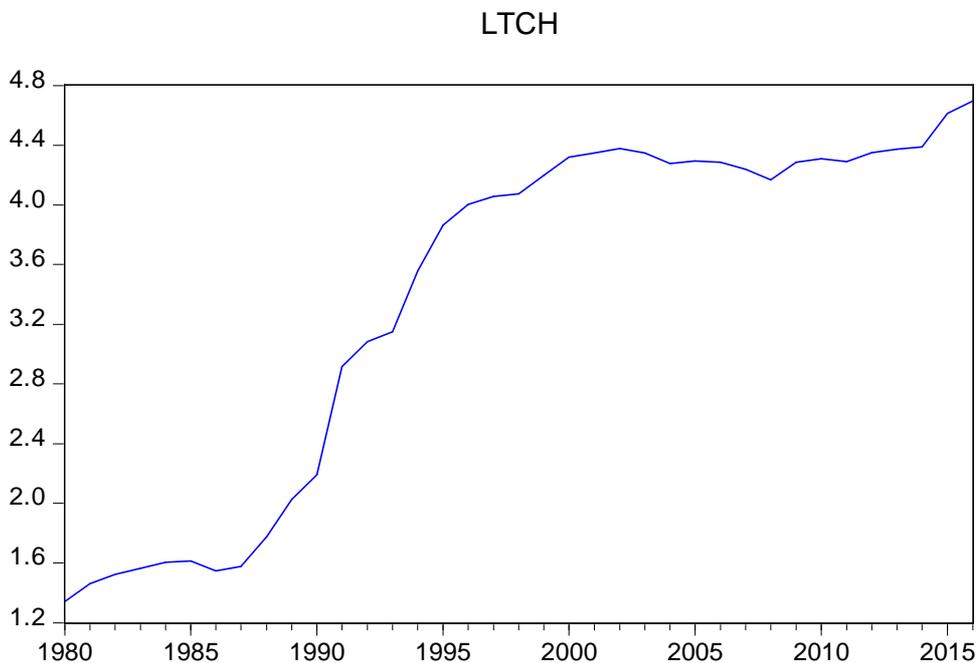
Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

est due essentiellement à l'excès de l'offre par rapport à la demande qui peut être expliqué par le ralentissement de l'économie globale.

1-1-4/ la série du taux de change (TCH) :

Le taux de change est un indicateur des prix relatifs entre pays. Pour simplifier le taux de change permet alors, par définition de passer d'un système de prix à l'autre. C'est-à-dire la quantité ou le nombre de dollars que permet d'obtenir une unité de monnaie nationale.

Figure n°4 : Evolution de la série du TCH :



Source : réalisé par nous même à partir des données de la banque mondiale à l'aide de logiciel Eviews 10

- Analyse du graphe :

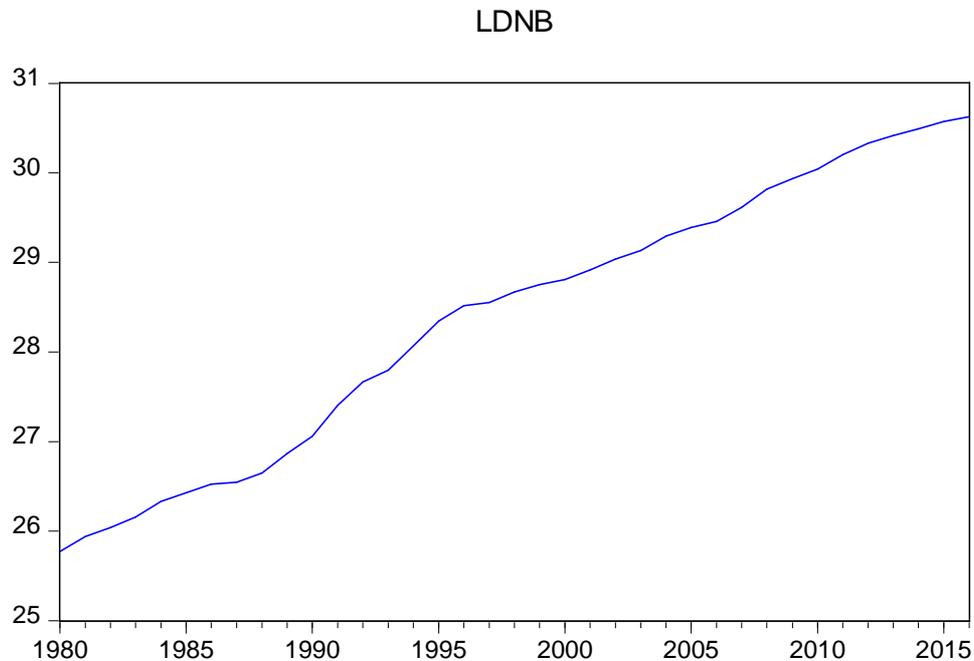
d'après le graphe en remarque une évolution de la série « TCH » en Algérie durant la décennie (1990-2010) expliquer par la libéralisation du commerce extérieur et l'instauration de la convertibilité commerciale du dinar. A partir de cet intervalle du temps, on remarque que la série possède une tendance à la hausse, sauf durant la période 2010-2015 la série de TCH à connaitre une légère stabilité

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

1-1-5/ la série des dépenses nationales brute (DNB) :

Dans l'analyse keynésienne les dépenses publiques constituent un excellent levier et un moyen d'action privilégié du gouvernement. En Algérie comme tout autre pays les dépenses publiques constituent un facteur essentiel dans la détermination de la croissance économique.

Figure n°5 : Evolution de la série DNB :



Source : réalisé par nous même à partir des données de la banque mondiale à l'aide de logiciel Eviews 10

- Analyse du graphe :

Nous remarquons que la série de DNB durant la période 1980 à 1988 a une augmentation très lente, jugée par le choc pétrolier durant cette période. Puis le dnb à une forte augmentation de l'année 1990 jusqu'à 2015, cela est due à l'augmentation des prix du pétrole et au lancement des devers plans de relance économique.

1-2/Le modèle ECM sans rupture :

Les modèles dits à correction d'erreur ont été introduits au début des années 80, par Hendry en particulier. Ces modèles dynamiques permettent d'intégrer les évolutions à long terme et à court terme des variables.

Examinons le cas particulier suivant : $x_t, y_t \rightarrow CI(1, 1)$ et $[\beta, -1]$ (on normalise en posant $\beta = -\frac{\alpha_1}{\alpha_2}$ soit $\beta x_t - y_t \rightarrow I(0)$) est le vecteur de cointégration.

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

Dans ce type de spécification, le fait que les séries soient cointégrées et non stationnaires soulève un problème d'estimation. La bonne qualité statistique du modèle (R^2 élevé et coefficients significatifs) est due au fait que les séries sont non stationnaires (puisque cointégrées). En régression directe de y_t sur x_t lorsque $y_t, x_t \rightarrow CI(1, 1)$ – l'utilisation de ce modèle à des fins prévisionnelles s'avère désastreuse ; en effet, la relation mise en évidence par cette régression n'est pas réelle, elle découle simplement d'une relation entre deux tendances. Le problème est donc, d'une part de retirer la relation commune de cointégration (la tendance commune), d'autre part, de rechercher la liaison réelle entre les variables : c'est l'objectif du Modèle à Correction d'Erreur (ECM). Cette représentation est à la fois un modèle statique ($\beta_1 \Delta x_t$) et un modèle dynamique ($\beta_2 (y_{t-1} - \beta x_{t-1})$).

Nous pouvons spécifier la relation : $\Delta y_t = \beta_1 \Delta x_t + \beta_2 (y_{t-1} - \beta x_{t-1})$

$$I(0) \quad I(0) \quad I(0)$$

Autour de la relation de long terme, le modèle à correction d'erreur permet d'intégrer les fluctuations de court terme. Le coefficient β_2 qui doit être négatif rend compte d'une force de rappel vers l'équilibre de long terme¹.

1-3/Le modèle ECM avec rupture :

En utilisant ce modèle dans une série chronologique pour subir des ruptures ou changement sur l'évolution d'une série pour détecter la présence d'une racine unitaire dans une série chronologique, les économistes ont l'habitude d'utiliser les tests de racine unitaire de Dickey-Fuller(ADF), donc dans le cas de l'existence de point de rupture, il y'a l'exemple de Perron (1989) qui a montré dans son article que les tests ADF, Phillips et Perron sont biaisés en faveur de l'hypothèse nulle de racine unitaire, donc le modélisateur peut procéder préalablement à des tests de détection des ruptures avant toute analyse de régression ce qui est présenté par les approches de Zivot-Andrews, Perron

Section 2 : Estimation et analyse des résultats

Dans Cette section, notre méthode d'estimation sera basée sur les modèles ECM sans rupture et ECM avec rupture. A cet effet, nous allons faire appel au test de Dickey-Fuller augmenté.

¹ Régis Bourbonnais, « économétrie, cours et exercices corrigés », 9^{ème} édition, DUNOD, paris, 2015
P301

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

2-1/Le teste de stationnarité de Dickey-Fuller augmenté (ADF) :

On appelle tests de Dickey-Fuller Augmentés (ADF, 1981) la prise en compte de cette hypothèse. Les tests ADF sont fondés, sous l'hypothèse alternative $|\varphi| < 1$, sur l'estimation par les MCO des trois modèles Le test se déroule de manière similaire aux tests DF simples, seules les tables statistiques diffèrent. Ainsi l'avantage du test (ADF), est non seulement de mettre en évidence la particularité stationnaire ou non de la série chronologique étudiée, par la détermination du type de processus TS ou DS mais aussi de dicter la bonne méthode de stationnariser cette série chronologique.

Les hypothèses de Test de Dickey-Fuller Augmenté se définissent de la façon suivant :

Modèle [1] $\Delta Y_t = \rho Y_{t-1} + \sum_{j=1}^p \rho_j \Delta Y_{t-j} + \varepsilon_t \rightarrow$ sans tendance et sans constante.

Modèle [2] : $\Delta Y_t = \rho Y_{t-1} + \sum_{j=1}^p \rho_j \Delta Y_{t-j} + C + \varepsilon_t \rightarrow$ sans tendance et avec constante

Modèle [3] : $\Delta Y_t = \rho Y_{t-1} + \sum_{j=1}^p \rho_j \Delta Y_{t-j} + C + \beta t + \varepsilon_t \rightarrow$ avec tendance et avec constante

L'idée de base de ces tests, est de chercher s'il existe des racines unitaires.

Tableau N°2 : Les résultats de test de stationnarité

	ADF statistique au seuil de 5%	En niveau			En différence			Ordre d'intégration
		Modèle 3	Modèle 2	Modèle 1	Modèle 3	Modèle 2	Modèle 1	
Ldex	Prob	0.3	0.17	0.9	0.1	0.94	0.00	I(1)
	α	5%	5%	5%	5%	5%	5%	
Lppt	Prob	0.1	0.24	0.89	0.74	0.91	0.00	I(1)
	α	5%	5%	5%	5%	5%	5%	
Ltch	Prob	0.95	0.01	-	0.34	0.05	-	I(1)
	α	5%	5%	5%	5%	5%	5%	
Lqi	Prob	0.21	0.13	0.43	0.69	0.62	0.00	I(1)
	α	5%	5%	5%	5%	5%	5%	
Ldnb	Prob	0.08	0.03	-	0.35	0.01	-	I(1)
	α	5%	5%	5%	5%	5%	5%	

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

D'après les résultats du tableau n°1 nous remarquons que les variables (ldex, lppt, lqi) ne sont pas significatives en niveau car leur probabilité est supérieure à $\alpha=5\%$. Se modèle est généré par un processus DS sans dérive pour le stationnarisé en passe a la différenciation, par contre les deux variables (ltch, ldnb) sont significative en niveau car leur probabilité est inférieur à 5% .donc la série est un DS avec dérive pour le stationnarisé en passe a la différenciation, nous concluons d'après les résultats que les cinq séries sont intégré de même ordre I(1)

2-2/Détermination du nombre de retard (p) :

Après le teste de stationnarité des séries, la deuxième étape dans l'estimation des modèles autorégressifs, est la détermination du nombre de retard optimal pour le modèle VAR. Ce choix se fait sur la base des critères d'information d'Akaike et Schwartz. Le nombre optimal **P** est celui qui minimise les critères d'AIC et SC.

Tableau N°3: les critères d'information (AIC et SC) du modèle VAR

VAR Lag Order Selection Criteria
Endogenous variables: LDEX LDNB LPPT LQI LTCH
Exogenous variables: C
Date: 05/29/19 Time: 13:12
Sample: 1980 2016
Included observations: 34

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-71.11762	NA	6.06e-05	4.477507	4.701972	4.554056
1	111.5083	300.7957*	5.80e-09*	-4.794607*	-3.447819*	-4.335314*
2	133.4709	29.71402	7.68e-09	-4.615933	-2.146820	-3.773895
3	154.5477	22.31661	1.28e-08	-4.385157	-0.793720	-3.160374

* indicates lag order selected by the criterion
LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)
FPE: Final prediction error
AIC: Akaike information criterion
SC: Schwarz information criterion
HQ: Hannan-Quinn information criterion

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

Le critère AIC et SC indique que le nombre de retard optimal est **p=1**

2-3/Etude de la cointégration ECM :

Pour tester la cointégration on doit d'abord tester l'ordre d'intégration des variables : la dette extérieure, qualité des institutions, prix du pétrole, taux de change, dépense nationale brute. D'après l'analyse du nombre de retards déjà faite, toutes les séries sont intégrées d'ordre un I(1). Ensuite on va estimer par la méthode des MCO la relation de long terme.

Les conditions de cointégration

Pour considérer les séries (X t, Y t) cointégrées, il faut que les deux conditions suivantes soient vérifier :

- Elles sont intégrées du même ordre ; I(d), d=1 ;

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

La combinaison linéaire des deux séries permet de se ramener à une série d'ordre d'intégration inférieur.

Etape 1 : Estimation par les MCO de la relation de long terme

La première étape consiste en l'estimation de la relation de long terme avec les MCO, les résultats sont présentés dans le tableau n°4

Tableau N°4: Estimation par les MCO de la dette extérieure et ses déterminants

Dependent Variable: LDEX
Method: Least Squares
Date: 06/05/19 Time: 01:06
Sample: 1980 2016
Included observations: 37

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPPT	0.333324	0.174724	1.907715	0.0652
LTCH	-1.629490	0.086064	-18.93354	0.0000
LQI	-0.401258	0.524452	-0.765099	0.4496
LDNB	0.894906	0.047688	18.76581	0.0000
R-squared	0.822436	Mean dependent var		20.52167
Adjusted R-squared	0.806294	S.D. dependent var		0.965846
S.E. of regression	0.425088	Akaike info criterion		1.228767
Sum squared resid	5.963106	Schwarz criterion		1.402920
Log likelihood	-18.73219	Hannan-Quinn criter.		1.290164
Durbin-Watson stat	1.314181			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

Une fois la relation de long terme est estimée, on doit tester la stationnarité des résidus pour vérifier l'existence d'une relation de cointégration.

Etape 2 : Test de stationnarité des résidus(ADF) :

Tableau N°5 : test de DF augmenté sur les résidus

Null Hypothesis: ECM has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.945609	0.0002
Test critical values:		
1% level	-2.630762	
5% level	-1.950394	
10% level	-1.611202	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(ECM)
Method: Least Squares
Date: 06/03/19 Time: 14:07
Sample (adjusted): 1981 2016
Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
ECM(-1)	-0.680525	0.172476	-3.945609	0.0004
R-squared	0.306356	Mean dependent var		0.021728
Adjusted R-squared	0.306356	S.D. dependent var		0.472670
S.E. of regression	0.393665	Akaike info criterion		1.000751
Sum squared resid	5.424020	Schwarz criterion		1.044738
Log likelihood	-17.01352	Hannan-Quinn criter.		1.016103
Durbin-Watson stat	1.924521			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

On peut vérifier la stationnarité des résidus à partir des deux hypothèses suivantes:

H_0 = Si ADF supérieur à la valeur tabulée de MACKINNON, au seuil de 5% → les résidus sont non stationnaires.

H_1 = Si ADF inférieure à la valeur tabulée de MACKINNON, au seuil de 5% → les résidus sont stationnaires.

Les résultats du test ADF montrent que les erreurs sont stationnaires car la valeur de la statistique ADF (-3.94) est inférieure à la valeur tabulée (-1.95) au seuil de 5%. Nous pouvons conclure alors, l'existence d'une relation à long terme.

Etape 3 : Estimation par MCO de la relation a court terme

L'étape suivante consiste à estimer la relation de court terme par la méthode des MCO.

Le tableau n°6 résume les résultats obtenus.

Tableau N° 6 : Estimation du modèle à correction d'erreur

Dependent Variable: D(LDEX)
Method: Least Squares
Date: 06/04/19 Time: 23:56
Sample (adjusted): 1981 2016
Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPPT)	-0.172688	0.225011	-0.767462	0.4486
D(LTCH)	-0.527990	0.487535	-1.082978	0.2872
D(LQI)	-0.259564	0.635193	-0.408638	0.6856
D(LDNB)	0.382507	0.565806	0.676039	0.5040
ECM(-1)	-0.673436	0.152802	-4.407252	0.0001
R-squared	0.412911	Mean dependent var		-0.004379
Adjusted R-squared	0.337158	S.D. dependent var		0.424773
S.E. of regression	0.345830	Akaike info criterion		0.842506
Sum squared resid	3.707545	Schwarz criterion		1.062439
Log likelihood	-10.16510	Hannan-Quinn criter.		0.919268
Durbin-Watson stat	1.841364			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

Nous remarquons que La force de rappel est négative (-0.67), et significative c'est -à-dire la probabilité (0.0001) est inférieure à 5%, donc le modèle ECM est validé.

Interprétation économique :

L'estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) de la relation de long terme fournit les résultats suivants :

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

Tableau N°7 : La significativité des différentes séries

Série	Probabilité	La valeur critique	Significativité
Lppt	0.065	10%	Significative
Ltch	0.000	1%	Significative
Lqi	0.449	1%, 5%, 10%	Non significative
Ldnb	0.000	1%	Significative

Source : établi à partir d'Eviews10

$$R^2 = 0.8224$$

On a : $R^2 = 0.8224$, donc nous pouvons dire que la dette extérieure est expliquée à 82.24% par les variables : prix du pétrole, taux de change, qualité des institutions, dépense nationale brute.

À partir de nos résultats, les coefficients associés aux variables : prix du pétrole, taux de change et dépense nationale brute sont significatifs (leurs probabilités sont inférieure à la valeur critique au seuil de 1% et au seuil de 10%). Ce qui permet de conclure que chacune de ces variables à un effet sur la dette extérieure à long terme, par contre la qualité des institutions n'a pas d'effet sur la dette extérieure à long terme car sa probabilité égale à (0.449).

Une augmentation de 1% du prix du pétrole induit une hausse de 0.33 de la dette extérieure

Une augmentation de 1% du le taux de change induit une baisse de -1.62 de la dette extérieure

Une augmentation de 1% de la dépense publique induit une hausse de 0.89 de la dette extérieure

D'après les résultats de notre modèle la qualité des institutions est non significative ce qui montre que l'Algérie se caractérise par une faible gouvernance. Ceci explique en grande partie la mauvaise gestion de la dette extérieure. En effet, les capitaux empruntés, aux lieux d'être utilisés dans des investissements productifs pour stimuler la croissance et réduire le chômage et par conséquent générer les ressources nécessaires pour les rembourser et payer le service de la dette, ils sont utilisés pour combler le déficit du trésor public.

Le signe positif (0.33) montre que, L'économie algérienne est fondée particulièrement sur l'exploitation de pétrole. Ces dernières composent la source fondamentale de revenu du pays. Autant la dette extérieure, demeure solidement influencée par le prix de pétrole. Après la

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

hausse des pétroles dans les années 2000, où La production des hydrocarbures a joué un rôle essentiel dans l'économie algérienne.

L'Algérie subit directement l'instabilité des prix des hydrocarbures. En 1985, s'y ajoute l'effet du taux de change qu'il nous montre le signe négatif (-1.62); En début de 1994 le passage d'une économie dirigée à une économie de marché est conforté par la dévaluation du dinar algérien, la libéralisation du commerce extérieur, la libéralisation des prix, et le rééchelonnement de la dette extérieure ; et a partir de L'année 2000 a consacré le retour à la stabilité macroéconomique, qui s'est consolidée par les bonnes performances macro financières (viabilité de la balance des paiements et de la dette extérieure, stabilisation du taux de change) enregistrées par l'économie algérienne en 2001 – 2003.

Le signe positif montre l'effet des dépenses publiques sur la dette extérieure en Algérie à long terme. Ce qui est expliqué par les différents programmes de relance économique mise en place par les autorités publiques, qui sont destinés à la mise à niveau des infrastructures de base.

2-4/Test de racine unitaire avec rupture :

La prise en compte d'une rupture dans une série (soit dans la tendance ou la dérive) est qualifiée par l'identification de point de rupture selon la détection de la date de rupture.

L'étude de ce test est menée par la procédure de deux approches que sont celle de Zivot et Andrews ensuite celle de Perron.

Cette étape met en évidence la présence des ruptures dans les séries, dont nous allons effectuer dans cette partie des tests plus performants qui sont sélectionnés pour prendre en compte l'existence de changement structurel, par l'application du test de stationnarité avec rupture.

La méthode de Zivot-Andrews et celle de Perron ont été choisies pour détecter d'éventuelles ruptures

2-4-1/Test de Zivot-Andrews (1992):

Ils proposent un test qui reconnaît le fait que le point de rupture est dépendant des données c'est-à-dire, endogène ainsi que ce point survient à une date à priori inconnu, date déterminée par la procédure du test.

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

Ils considèrent que sous l'hypothèse nulle, la série possède une racine unitaire sans changement structurel endogène (processus temporel étudié est intégré d'ordre(1), alors que sous l'hypothèse alternative stipule que la série peut être représentée comme un processus stationnaire avec tendance et possédant un point de rupture dans les données c'est-à-dire avec un unique changement structurel dans le niveau ou la tendance.

Tableau N°8: Test de stationnarité avec rupture de Zivot-Andrews.

Type de modèle Variable	Modèle(A)				Modèle(B)				Modèle(C)			
	T(Θ)	T(c)	P (value)	I(d)	T(Θ)	T(c)	P (value)	I(d)	T(Θ)	T(c)	P (value)	I(d)
Ldex	-3.25	-4.93	0.003	0	-3.95	-4.42	0.0006	0	-4.85	-5.08	1.58 ^E -05	0
Date de rupture	2004				2000				2004			
Lppt	-3.20	-4.93	0.02	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Date de rupture	2004											
Ltch	-4.50	-4.93	0.0019	0	-4.60	-4.42	0.014	0	-5.32	-5.08	0.005	0
Date de rupture	1991				1996				1991			
Lqi	-4.14	-4.93	0.0013	0	-	-	-	-	-3.82	-5.08	3.93 ^E -05	0
Date de rupture	2010								2010			
Ldnb	-4.75	-4.93	0.003	0	-4.14	-4.42	0.0005	0	-4.53	-5.08	0.02	0
Date de rupture	1991				1997				1991			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

D'après les résultats du test, nous retiendrons que :

La dette extérieure est stationnaire avec changement structurel selon les trois modèles, ainsi, nous pouvons constater que la date de rupture importante parmi les deux est 2004, cette

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

date nous indique l'année de remboursement par anticipation en Algérie en 2004. En dépit des mises en garde du Fonds monétaire international, qui avait tenté de dissuader les autorités algériennes par rapport à cette option, en arguant le fait que «l'usage des réserves de changes pour un paiement anticipé de la dette pourrait réduire le ratio des importations». En 2004, l'Algérie décide en fait de se lancer dans le remboursement anticipé de ses dettes auprès de ses créanciers bilatéraux et multilatéraux. Le processus devait s'accélérer durant les années qui suivront au rythme des accords signés avec ses créanciers du Nord, notamment les clubs de Paris et de Londres, ainsi qu'avec les institutions financières multilatérales, en particulier la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Et c'est grâce à cette démarche que le pays a pu mettre fin à une situation contraignante induite par l'effet négatif de l'évolution de la dette extérieure sur son développement.

Pour le prix du pétrole, il est ainsi stationnaire avec rupture dans le modèle A (la constante) or que la date importante est 2004, qui indique la hausse des prix du pétrole dans les années 2000.

Pour la série du taux de change, elle est stationnaire avec changement structurel dans la constante. La date de rupture importante est 1991, qui coïncide avec la libéralisation du commerce extérieur et l'instauration de la convertibilité commerciale du dinar. En outre, au début des années 90, une nouvelle loi sur la monnaie véhiculant, entre autres, un financement orthodoxe de l'économie et l'indépendance de l'Institut d'Emission à l'égard du Trésor; une forte dépréciation du cours du dinar avant le 31 mars 1991 suivie, en été, soit d'une forte dévaluation, soit de la mise en œuvre d'un marché libre des devises; ainsi, le coût de l'argent est relevé; le cours du dollar atteint 18,5 dinars en mars; ce taux de change est porté à 22 dinars par une dévaluation en septembre 1991; il reste, par la suite, stable jusqu'au printemps 1994.

La qualité des institutions est stationnaire avec rupture dans les deux modèle A et B (la constante et la tendance). La date de rupture est 2010, elle correspond à la création de l'office central de répression de la corruption, chargé des recherches et des investigations en matière de lutte contre les infractions de corruption et les infractions connexes et doté d'une compétence territoriale étendue sur tout le territoire national. Cet office a été créé par

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

l'ordonnance n° 10-05 du 26 Août 2010, modifiant et complétant la loi n° 06-01². Le rôle principal de cet office est le renforcement des outils de la lutte contre la corruption et toute atteinte à l'économie nationale et aux finances publiques.

Pour la série des dépenses publiques, elle est stationnaire avec rupture dans les trois modèles. La date de rupture importante est 1997. Cette année nous indique que, l'Algérie a récupéré son auto autonomie après l'influence du programme d'ajustement structurel sur l'économie algérienne, qui conditionne l'allègement au niveau des dépenses publiques.

2-4-2/ test de perron (1989) :

Contrairement à l'approche précédente qui critique les travaux de perron dont ce dernier introduit dans son article que la sélection de la date de rupture est connu et fixe à priori et elle est considérée comme exogène, où l'hypothèse nulle représente que la série est non stationnaire avec un changement structurel(en niveau ou en pente).

Perron(1989) considère que l'hypothèse alternative de racine unitaire de DF est mal spécifié, impliquant un biais vers une représentation stochastique de la tendance, c'est-à-dire l'incapacité des tests standards à distinguer les processus stationnaires avec tendance des processus stationnaires en différences (DS),donc la prise en compte d'un changement structurel sous l'hypothèse alternative va permettre de résoudre ce problème

² <http://www.ocrc.gov.dz>

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

Tableau n°9 : Test de stationnarité avec rupture de perron

Type de modèle / Variables	Modèle (A)			Modèle(B)			Modèle(C)		
Ldex	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)
	-2.99	-5.23	0	-3.78	-4.83	0	-4.66	-5.59	0
Date de rupture	2003			2001			2003		
Lppt	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)
	-3.30	-5.23	0	-2.04	-4.83	0	-2.04	-5.59	0
Date de rupture	2003			1991			2004		
Ltch	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)
	-4.95	-5.23	0	-3.80	-4.83	0	-5.17	-5.59	0
Date de rupture	1990			1992			1990		
Lqi	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)
	-4.22	-5.23	0	-3.21	-4.83	0	-3.85	-5.59	0
Date de rupture	2009			1995			2009		
Ldnb	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)	T(Θ)	T(c)	I(d)
	-4.87	-5.23	0	-4.95	-4.83	0	-4.66	-5.59	0
Date de rupture	1990			1997			1990		

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

D'après le test de perron les résultats nous indiquent que :

Toutes les variables sont significative c'est-à-dire leur t- statistique est inférieur à la valeur tabulé au seuil de 5% avec changement structurel

Toutes les variables sont stationnaires avec changement structurel dans les trois modèles dont la date de rupture pour chacune est :

- la dette extérieure ldex : la date de rupture importante est 2003
- le prix du pétrole lppt : la date de rupture importante est 2003
- le taux de change ltch : la date de rupture importante est 1990
- la qualité des institutions lqi : la date de rupture importante est 2009
- les dépenses publiques ldnb : la date de rupture importante est 1990

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

2-4-3/Estimation de relation de cointégration avec rupture

Dans cette partie nous allons estimer une relation de cointégration par la méthode des moindres carrés modifiés (Fully Modified).

Etape 1 : Estimation par les MCO de la relation de long terme avec rupture

Tableau N°10 : Estimation de relation de cointégration de long terme par la méthode des moindres carrés modifiés

Dependent Variable: LDEX
 Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)
 Date: 06/13/19 Time: 15:48
 Sample (adjusted): 1981 2016
 Included observations: 36 after adjustments
 Cointegrating equation deterministics: DULDEX 1-DULDEX LPPT*DULPPT
 LTCH*DULTCH LQI*DULQI LDNB*DULDNB
 Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth
 = 4.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPPT	0.251123	0.232508	1.080063	0.2900
LTCH	-2.609751	0.629470	-4.145948	0.0003
LQI	0.832821	0.648533	1.284161	0.2104
LDNB	1.043115	0.353681	2.949311	0.0067
DULDEX	-0.401385	8.803076	-0.045596	0.9640
1-DULDEX	-3.794858	9.151859	-0.414654	0.6818
LPPT*DULPPT	-0.738502	0.368577	-2.003655	0.0556
LTCH*DULTCH	0.075814	0.496310	0.152756	0.8798
LQI*DULQI	0.824495	0.267571	3.081408	0.0048
LDNB*DULDNB	0.053828	0.039740	1.354484	0.1872
R-squared	0.921417	Mean dependent var		20.49264
Adjusted R-squared	0.894215	S.D. dependent var		0.963029
S.E. of regression	0.313221	Sum squared resid		2.550800
Long-run variance	0.063947			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

D'après les résultats du tableau nous obtenons :

$$\begin{aligned}
 Ldex_t = & -0.4 - 3.79 + 0.25lppt_t - 2.60ltch_t + 0.83lqi_t + 1.04ldnb_t - 0.73lppt_t * DUppt + \\
 & (-0.04) \quad (-0.41) \quad (1.08) \quad (-4.14) \quad (1.28) \quad (2.94) \quad (-2.00) \\
 & 0.07ltch_t * DUltch + 0.82lqi_t * DUlqi + 0.05ldnb_t * DULdnb \\
 & (0.15) \quad (3.08) \quad (1.35)
 \end{aligned}$$

Nous allons par la suite estimer la relation de court terme par la méthode de moindres carrés modifiés par la vérification de la stationnarité des résidus. Pour que le modèle de relation de court terme sera validé, il faut que le coefficient de l'erreur soit négatif (inférieur à zéro) et significatif.

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

Etape 2 : Stationnarité des résidus selon le test d'ADF

Tableau N°11 : Stationnarité des résidus selon le test d'ADF

Null Hypothesis: Z has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.627766	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.632688	
5% level	-1.950687	
10% level	-1.611059	

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

D'après les résultats du tableau, nous retiendrons que les résidus sont stationnaires parce que la valeur de la statistique du test ADF est inférieure à la valeur critique au seuil de 1%. Nous pouvons donc estimer la relation de court terme.

Etape 3 : Estimation par MCO de la relation a court terme avec rupture

Tableau N°12 : Estimation de relation de court terme avec rupture.

Dependent Variable: D(LDEX)

Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)

Date: 06/13/19 Time: 22:24

Sample (adjusted): 1983 2016

Included observations: 34 after adjustments

Cointegrating equation deterministic: C

Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPPT)	-0.131656	0.196006	-0.671693	0.5073
D(LTCH)	-1.076454	0.455011	-2.365778	0.0252
D(LQI)	-0.656618	0.571942	-1.148050	0.2607
D(LDNB)	0.343511	0.977862	0.351288	0.7280
Z(-1)	-0.999872	0.190362	-5.252471	0.0000
C	0.047954	0.119224	0.402223	0.6906
R-squared	0.392405	Mean dependent var		-0.009585
Adjusted R-squared	0.283905	S.D. dependent var		0.436295
S.E. of regression	0.369203	Sum squared resid		3.816706
Long-run variance	0.089324			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10

Chapitre III : Etude empirique de la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie

Les résultats du tableau montre que :

Le coefficient de long terme du résidu est négatif (-0.99) et significatif car sa probabilité(0.000) est inférieure à 0.01, ce résultat indique que le modèle de cointégration de court terme est validé.

D'après les résultats du tableau ci-dessus, le modèle fonctionnelle s'écrit comme suit :

$$\Delta l d e x = 0.04 - 0.13 \Delta l p p t - 1.07 \Delta l t c h - 0.65 \Delta l q i + 0.34 \Delta l d n b - 0.99 Z (-1)$$

(0.40) (-0.67) (-2.36) (-1.14) (0.35) (-5.25)

D'après nos résultats d'estimation de relation de cointégration de long terme par la méthode des moindres carrés modifiés, nous concluons que le coefficient du prix du pétrole avant la rupture (0.29) est non significatif, ce qui nous permet de dire que le prix du pétrole n'a aucun effet sur la dette extérieure. Par contre leur coefficient après la rupture (0.05) est significatif et positif, ceci s'explique par la hausse des prix du pétrole dans les années 2000, ce qui a permis à l'Algérie de se lancer dans le remboursement anticipé de la dette.

Les résultats précédents indiquent que le coefficient du tch (0.003) est significatif avant La rupture, c'est-à-dire il ya une relation avec la dette extérieure, et non significatif après la rupture (0.87), ce qui nous permet de dire qu'elle donne le signe inattendu et qui n'est pas interprétable économiquement.

Pour l'analyse de la qualité des institutions, son coefficient avant la rupture (0.21) est non significatif. Tandis qu'après la rupture, il est significatif (0.0048), ce résultat peut être expliqué par le changement de politique adoptée par le gouvernement. En effet, pour remédier au déficit public, les autorités privilégient le financement non conventionnel au détriment de l'endettement extérieur.

Concernant l'analyse des dnb indiquent que leur coefficient (0.006) est significatif avant La rupture, c'est-à-dire il ya une relation avec la dette extérieure, et non significatif après la rupture (0.18), ce qui nous permet de dire qu'elle donne le signe inattendu et qui n'est pas interprétable économiquement

Conclusion

L'objectif principal de ce chapitre consiste à étudier empiriquement la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie sur une période allant de 1980 jusqu'à 2016.

Dans ce contexte nous avons utilisé le modèle ECM permettant de répondre à notre problématique « l'impact des institutions sur la dette extérieure en Algérie » ainsi que l'impact des autres variables sur la dette extérieure à court et à long terme. Afin de mettre en évidence la présence des ruptures dans les séries en prenant en compte le changement structurel c'est-à-dire par l'intégration de ruptures.

En premier lieu, nous avons utilisé le test de stationnarité sans rupture de Dickey-Fuller, puis celui de Zivot et Andrews ainsi que celui de Perron pour détecter les dates de ruptures

Les résultats importants de ces différents tests confirment l'inexistence d'une relation entre les institutions et la dette extérieure en Algérie.

Conclusion générale

Tout au long de notre travail, nous avons essayé de montrer quels sont les incidences des institutions sur la dette extérieure en Algérie. Ce travail a permis d'expliquer comment les institutions peuvent favoriser ou non la dette extérieure et leur mise une application.

Les institutions sont les contraintes conçus par les humains structurant les interactions politiques économiques et sociales. Elles sont constituées de règles formelles des contraintes informelles.

La dette extérieure d'un Etat représente l'ensemble des emprunts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès des créanciers extérieurs et non-résidents. La dette a fait l'objet d'une théorie abondante. L'approche keynésienne montre que l'endettement favorise la relance de la demande globale, tandis que la théorie ricardienne souligne que les citoyens voient dans l'emprunt un impôt différé dans le taux et se comportent comme s'ils sont contraints de payer un impôt ultérieurement pour rembourser cet emprunt quel que soit le décalage intergénérationnel.

L'Algérie n'a pas échappé au problème de la dette extérieure, en effet, cette dernière remonte aux premières années de l'indépendance, elle s'est amplifiée tout au long des années 70. Au début des années 90, l'Algérie avait connu le problème important de la dette extérieure, après avoir vu sa position financière extérieure se détériorer suite au contre choc pétrolier de 1986, et devant la difficulté d'accès au marché financier international.

En 1999, la dette extérieure à baissé de 2,121 milliards de dollars par rapport à la baisse enregistrée entre fin 1997 et fin 1998 qui était de l'ordre de 799 millions de dollars, soit une baisse de 2,920 milliards de dollars en deux années. Ce qui a amené l'Algérie à recourir au rééchelonnement de sa dette extérieure auprès du club de Paris et du club de Londres, et enfin adopter un programme d'ajustement structurel sous l'égide du Fond Monétaire International (1994 à 1998).

Le remboursement de la dette extérieure par anticipation a vu le jour en 2005 et son accélération en 2006 a permis une forte réduction de la dette publique extérieure, témoignant le succès de la politique de désendettement extérieure de l'Algérie et du niveau de sécurité financière extérieure.

Dans une étude sur les pays en développement parue en 2010, on a montré que le lien entre dette et croissance économique dépend non seulement de l'ampleur de l'endettement

mais aussi de la qualité des politiques et des institutions. L'existence d'un surendettement dans les pays dotés de bonne qualité institutionnelle, et ceci lorsque la valeur actuelle nette de la dette s'élève au-dessus de 20 à 25% du PIB, mais au-delà d'un taux de 70 à 80% du PIB, la dette n'a aucun effet. Dans les pays dotés de mauvaise qualité institutionnelle, les taux sont plus faibles que dans les autres pays mais sans pour autant négliger l'importance du poids de la dette.

En conformité avec les études précédentes qui ont essayé de déterminer un niveau critique d'endettement, il existe aussi d'autres études qui prouvent qu'un certain niveau de qualité institutionnelle est nécessaire afin d'encourager les investissements, stimuler la croissance et du coup bénéficier de la politique d'allègement de la dette. Dans une autre étude, parue en 2003, traitant de la relation entre l'allègement de la dette et la qualité institutionnelle, les chercheurs ont montré que les pays pauvres fortement endettés ont de faibles institutions et doivent atteindre un certain niveau de qualité des institutions, pour tirer le profit de l'allègement de la dette. Cette étude a affecté positivement la part des ressources des pays qui ont réformé leurs institutions.

Dans le dernier chapitre nous avons tenté d'étudier l'impact des institutions sur la dette extérieure en Algérie sur une période allant de 1980 jusqu'à 2016. Afin d'évaluer cet impact, nous avons utilisé un modèle de cointégration selon l'approche d'Engle et Granger. Nous avons par la suite estimé le modèle de cointégration en prenant en compte le changement structurel c'est-à-dire par la présence de ruptures, en utilisant un certain nombre de tests sans rupture et avec rupture qui visent à vérifier la stationnarité des séries qui sont respectivement test de stationnarité ADF ; test de Zivot-Andrews, et celui de Perron.

Avant d'entamer l'estimation, nous nous sommes intéressés en premier lieu à analyser les variables (la dette extérieure, la qualité des institutions, prix du pétrole, taux de change, dépense publique) d'un point de vue descriptif pour comparer les variations et les différentes évolutions des séries en s'appuyant sur la qualité des institutions ainsi que les graphes de chaque variable

Après cette analyse, l'utilisation du test de ADF, a montré que toutes les séries en niveau sont non stationnaires, et que ce test a révélé que toutes les variables sont intégrées d'ordre 1. Donc on peut constater une éventuelle relation de long terme (cointégration) entre la dette extérieure et ses variables explicatives.

Après la récupération des résidus, nous avons constaté par l'utilisation du test ADF, qu'ils sont stationnaires c'est-à-dire la combinaison linéaire entre ces variables sélectionnés est stationnaire. Ce qui nous a conduits à estimer une relation de cointégration par l'utilisation du modèle ECM.

Les résultats de l'estimation permettent de conclure qu'il n'ya aucune relation entre l'institution et la dette extérieure, c'est-à-dire que la variable « qualité des institutions » n'explique pas la dette extérieure.

Ces résultats, nous a incité à réestimer un modèle plus performant qui intègre des ruptures dans les séries, c'est le modèle de cointégration proposé par Grégory et Hansen. Avant d'appliquer ce dernier modèle, nous avons utilisé le test de stationnarité de Zivot-Andrews et celui de Perron. Les résultats de ces deux tests ont indiqué que toutes les séries sélectionnées sont stationnaires dans tous les modèles sauf pour le prix du pétrole qui est non stationnaire dans le deuxième et le troisième modèle et la qualité des institutions dans le deuxième modèle, dont les dates de rupture sont différentes d'un modèle à un autre.

Les résultats d'estimation de la relation de long terme ont confirmé l'existence de rupture dans la constante.

En dernier lieu, les résultats ont confirmé l'inexistence d'une relation entre les institutions et la dette extérieure à long et à court terme. En d'autre terme, l'institution n'a aucun effet sur la dette extérieure en Algérie, Ce résultat peut être expliqué par l'instabilité du gouvernement et l'augmentation de l'influence Propagation de tous les types de corruption sur le marché des capitaux, ainsi sur l'endettement extérieur.

Bibliographie

1. ABERKANE HAFID « institutions et croissance économique » Mémoire de master, université Abderrahmane mira de Bejaia, juin 2016.
2. BOURBONNAIS Régis «économétrie, cours et exercices corrigés ,9^{ème} édition, DUNOD, pris ,2015.
3. BENCHALLAL KARIMA et DAOUD NADIA «L’impact de la dette extérieure sur la croissance économique cas de l’Algérie (1980 à2010), Mémoire de master,Université Abderrahmane Mira de Bejaia juin 2013.
4. BARZELYORAM « Economics of Property Rights (1989) »Cambridge, University Press, Reprise par Gilles (2010).
5. BOUKHATEM JAMEL: Department of Economics, College of Islamic Economics and Finance, University, P.O. Um al-Qura, Box 715 Makkah 21955, Saudi ArabiaEmail: jeboukhatem@uqu.edu.sa
6. BENALI AREZKI«la planche à billets de nouveau sollicitée », Banque d’Algérie 10 décembre 2018.
7. BASSEUL JAQUES «Le rôle des institutions dans le développement économique » les leçons de l’histoire, Dossier : défricher des voies nouvelles, Magazine N°552 Février 2000.
8. CHANG HA-GOON « la relation entre les institutions et le développement économique »
Article disponible en ligne à l’adresse : (<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2006-2-page-53.htm>).
9. CIA WORLD ACTBOOK RANQUE ordre DEBT EXTRNAL archive Consulté le 29 mars 2010.
10. CESARI JOCELYNE «les réseaux aux commandes de l’état (1986-1998)», économie algérienne, Maisonneuve et Larose, Par Omar Bandera ,Alegria-Watch, lu le 31 juillet 2012.
11. CESARI JOCELYNE «les réseaux aux commandes de l’état (1986-1998)», économie algérienne, Extrait de la Méditerranée des réseaux, Marchands, entrepreneurs et migrants

entre l'Europe et le Maghreb, Maisonneuve et Larose, Par Omar Bandera ,Alegria-Watch, lu le 31 juillet 2012.

12. DOUGLASS NORTH« The Journal of Economic Perspectives (1991)», Institutions, Vol.5, No.1; pulpier par, American association, reprise par SAMIRA Khendek, 2012.

13. DOUGLASS NORTH,Articles universitaires correspodant aux termes « Economic performance through time »: American economic Review, Vol.84, No.3, 1994.

14. EDISON HALI, « Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2003 du FMI » préparé par Maitland Macfarlane, Hali Edison et Nicola Spatafora, est disponible sur Internet à l'adresse. (<http://www.info.org/external/pubs/ft/weo/2003/01/index.htm>).

15. EBEB BEKOLO «le statut de l'endettement extérieur dans l'économie sous-développée» analyse critique, Ed. PRESENCE AFRICAINE, Paris, 1986.

16. GUSTAVE MASSIAH « la dette algérienne a l'ordre mondial », Ce texte est celui d'une communication que Gustave Massiah a faite au cours d'une réunion à la Sorbonne le 23 novembre 1993.

17. GEOFFREY-M.HODGSO, «An agenda for future research, Constitutional Political Economy», Netherlands, 2002.

18. KHENDEK SAMIRA "Le rôle des institutions dans la croissance économique dans les pays en développement". Mémoire de magistère, Université de Tlemcen, 2012.

19. KASSIM BOUHOU « un gout d'inachevé, politique étrangère», L'Algérie des réformes économique, Consulté leur aout, n°02/2009.

20. KAABIF MALIK « ACULTY of economic sciences and management» University of Tunis, Tunisia, 1991.

21. LAKHLEF BRAHIM « Qualité des institutions : réformes et résultats économiques » 2013.

22. MAAMRI MOUSSA & Hocine IFOURAH «la croissance économique entre ouverture, qualité institutionnelle et dépendance énergétique», université de Bejaia, Algérie, 2016.

23. MEBTOUL ABDERRAHMAN « les six impacts de la baisse du cours du pétrole sur l'Algérie» (archive) le matindz.net, 18 aout 2015.

24. MADI HABIBA et BOUAICHI Moufida « les exportations pétrolières et l'endettement extérieure, effet sur l'économie algérienne», mémoire de master, Université Abderrahmane Mira de Bejaia. juin 2011.
25. Mémoire «Dette extérieure et qualité des institutions, L'impact sur la croissance économique cas de l'UEMOA» juillet 2013.
26. MEHIDI KAHINA thèse de doctorat « transition économique, qualité des institutions et vulnérabilité face aux chocs externes : cas de l'Algérie », p91 Université Bejaia
27. OULD KHETTAB DJAMILA «la planche à billets, une arme à double tranchant », Alger 21 décembre 2018.
28. POTTILLO (C), POIRSON (H), RICCI(L) « Dette extérieure et croissance » Finances et développement, IMF, juin 2002.
29. PONS Frédéric «L'Algérie malade de son or noir, Valeurs actuelles», Des sciences de Gestion, Faculté des Sciences économiques commerciales et des Sciences de gestion, 3 mai 2012.
30. ZENGER T, LAZZARINI S, POPPO L « Informal and Formal Organization in New Institutional Economics in Ingram ET Silverman », The New Institutionalism in strategic management, Advances in Strategic Management, Vol.19, 2002.
31. Rapport du Fonds Monétaire International(FMI) sur « la situation économique en Algérie» 2017.
32. Rapport Bank of Algeria « évolution économique et monétaire en Algérie» 2010.
33. Rapport du Banque d'Algérie 2017.

Recueil internet

<http://www.imf.org>

<http://www.liberté-algérie.com>

<http://www.elmoudjahid.com>

<http://www.bank-of-Algeria.dz>

<http://www.cairn.info>

<http://www.lematin.dz>

<http://www.mémoireonline.com>

<http://www.ons.dz>

<http://www.ocrc.gov.dz>

<http://www.fraserinstitute.org/studies/economic.freedom>

Annexes

Annexe N°1 : la base de données (1980-2016)

année	qi	Dex	PPT	tch	Dnb
1980	4.3	2325000000	35.52	3.83	1,56E+11
1981	3.89	2307000000	34	4.31	1,843E+11
1982	3.71	2751000000	32.38	4.59	2,036E+11
1983	3.62	1957000000	29.04	4.78	2,287E+11
1984	3.58	1759000000	28.2	4.98	2,723E+11
1985	3.25	1862000000	27.01	5.02	3,005E+11
1986	3.89	3152090000	13.53	4.70	3,304E+11
1987	4.07	1315400000	17.73	4.84	3,371E+11
1988	4.16	1620510000	14.24	5.91	3,743E+11
1989	4.21	1839700000	17.31	7.60	4,651E+11
1990	4.6	791081091.6	22.26	8.95	5,641E+11
1991	4.06	1239017165.2	18.62	18.47	7,979E+11
1992	4.19	793953476.5	18.44	21.83	1,033E+12
1993	4.26	701869980.8	16.33	23.34	1,1818E+12
1994	4.30	636564580.9	15.53	35.05	1,54405E+12
1995	4.33	260758957	16.86	47.66	2,04637E+12
1996	4.08	327839000	20.29	54.74	2,42054E+12
1997	3.95	162160000	18.86	57.70	2,51417E+12
1998	3.89	186010000	12.28	58.73	2,82874E+12
1999	3.86	195376000	17.44	66.57	3,06427E+12
2000	4.25	222144000	27.6	75.25	3,24599E+12
2001	4.15	198664000	23.12	77.21	3,60689E+12
2002	3.31	107544628.5	24.36	79.68	4,07615E+12
2003	3.91	145525401.8	28.1	77.39	4,49741E+12
2004	3.78	430815871.1	36.05	72.06	5,26333E+12
2005	4.26	516011000	50.59	73.27	5,81276E+12
2006	4.21	540821000	61	72.64	6,21543E+12
2007	3.93	749690000	69.04	69.29	7,27671E+12
2008	3.5	1303740000	94.1	64.58	8,91645E+12
2009	3.53	1492460000	60.86	72.64	1,00259E+13
2010	2.81	1778220000	77.38	74.38	1,11495E+13
2011	2.58	1141626000	107.46	72.93	1,31152E+13
2012	2.27	1205000000	109.45	77.53	1,48519E+13
2013	2.69	1328000000	105.87	79.36	1,61803E+13
2014	2.75	1975100000	96.29	80.57	1,75228E+13
2015	2.88	1823080000	49.49	100.69	1,89441E+13
2016	3.08	1985910000	40.68	109.44	2,00088E+13

Source: la banque mondiale; Economic freedom of the world; L'organisation des exportateurs de pétrole (OPEP).

Annexe N°2: test de Dickey-Fuller augmenté sur la série dex

Null Hypothesis: D(LDEX) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.835528	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.632688	
5% level	-1.950687	
10% level	-1.611059	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LDEX,2)
 Method: Least Squares
 Date: 05/26/19 Time: 22:35
 Sample (adjusted): 1982 2016
 Included observations: 35 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDEX(-1))	-1.158203	0.169439	-6.835528	0.0000
R-squared	0.578807	Mean dependent var		0.002666
Adjusted R-squared	0.578807	S.D. dependent var		0.655745
S.E. of regression	0.425575	Akaike info criterion		1.157403
Sum squared resid	6.157872	Schwarz criterion		1.201842
Log likelihood	-19.25455	Hannan-Quinn criter.		1.172743
Durbin-Watson stat	1.984628			

Annexe N°3 : test de Dickey-Fuller augmenté sur la série ppt

Null Hypothesis: D(LPPT) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.769259	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.632688	
5% level	-1.950687	
10% level	-1.611059	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPPT,2)
 Method: Least Squares
 Date: 05/27/19 Time: 20:25
 Sample (adjusted): 1982 2016
 Included observations: 35 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPPT(-1))	-0.996559	0.172736	-5.769259	0.0000
R-squared	0.494616	Mean dependent var		-0.004351
Adjusted R-squared	0.494616	S.D. dependent var		0.385667
S.E. of regression	0.274172	Akaike info criterion		0.278035
Sum squared resid	2.555794	Schwarz criterion		0.322473
Log likelihood	-3.865609	Hannan-Quinn criter.		0.293375
Durbin-Watson stat	1.985731			

Annexe N°4 : test de Dickey-Fuller augmenté sur la série qi

Null Hypothesis: D(LQI) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.591070	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.632688	
5% level	-1.950687	
10% level	-1.611059	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LQI,2)
 Method: Least Squares
 Date: 05/26/19 Time: 15:35
 Sample (adjusted): 1982 2016
 Included observations: 35 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LQI(-1))	-1.113122	0.168883	-6.591070	0.0000
R-squared	0.560460	Mean dependent var		0.004781
Adjusted R-squared	0.560460	S.D. dependent var		0.143369
S.E. of regression	0.095051	Akaike info criterion		-1.840657
Sum squared resid	0.307178	Schwarz criterion		-1.796219
Log likelihood	33.21150	Hannan-Quinn criter.		-1.825317
Durbin-Watson stat	1.979534			

Annexe N°5 : test de Dickey-Fuller augmenté sur la série tch

Null Hypothesis: LTCH has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.563131	0.4907
Test critical values: 1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LTCH)
Method: Least Squares
Date: 05/26/19 Time: 15:22
Sample (adjusted): 1981 2016
Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH(-1)	-0.032736	0.020943	-1.563131	0.1273
C	0.202608	0.074293	2.727136	0.0100
R-squared	0.067046	Mean dependent var		0.093125
Adjusted R-squared	0.039606	S.D. dependent var		0.151685
S.E. of regression	0.148651	Akaike info criterion		-0.920474
Sum squared resid	0.751305	Schwarz criterion		-0.832501
Log likelihood	18.56853	Hannan-Quinn criter.		-0.889769
F-statistic	2.443378	Durbin-Watson stat		1.301586
Prob(F-statistic)	0.127283			

Null Hypothesis: D(LTCH) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.885697	0.0052
Test critical values: 1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LTCH,2)
Method: Least Squares
Date: 05/27/19 Time: 18:02
Sample (adjusted): 1982 2016
Included observations: 35 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTCH(-1))	-0.627483	0.161485	-3.885697	0.0005
C	0.057618	0.028765	2.003019	0.0534
R-squared	0.313910	Mean dependent var		-0.000993
Adjusted R-squared	0.293119	S.D. dependent var		0.172350
S.E. of regression	0.144905	Akaike info criterion		-0.970025
Sum squared resid	0.692921	Schwarz criterion		-0.881148
Log likelihood	18.97544	Hannan-Quinn criter.		-0.939345
F-statistic	15.09864	Durbin-Watson stat		2.064136
Prob(F-statistic)	0.000465			

Annexe N°6 : test de Dickey-Fuller augmenté sur la série dnb

Null Hypothesis: LDNB has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.580539	0.4820
Test critical values: 1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LDNB)
Method: Least Squares
Date: 05/26/19 Time: 13:33
Sample (adjusted): 1981 2016
Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDNB(-1)	-0.012387	0.007837	-1.580539	0.1232
C	0.485640	0.222263	2.184977	0.0359
R-squared	0.068445	Mean dependent var	0.134835	
Adjusted R-squared	0.041046	S.D. dependent var	0.071985	
S.E. of regression	0.070492	Akaike info criterion	-2.412680	
Sum squared resid	0.168951	Schwarz criterion	-2.324707	
Log likelihood	45.42824	Hannan-Quinn criter.	-2.381975	
F-statistic	2.498105	Durbin-Watson stat	1.040772	
Prob(F-statistic)	0.123243			

Null Hypothesis: D(LDNB) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.217394	0.0273
Test critical values: 1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LDNB,2)
Method: Least Squares
Date: 05/26/19 Time: 15:15
Sample (adjusted): 1982 2016
Included observations: 35 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDNB(-1))	-0.492986	0.153225	-3.217394	0.0029
C	0.064400	0.023637	2.724586	0.0102
R-squared	0.238783	Mean dependent var	-0.003201	
Adjusted R-squared	0.215716	S.D. dependent var	0.072328	
S.E. of regression	0.064054	Akaike info criterion	-2.602738	
Sum squared resid	0.135396	Schwarz criterion	-2.513861	
Log likelihood	47.54791	Hannan-Quinn criter.	-2.572058	
F-statistic	10.35163	Durbin-Watson stat	1.847077	
Prob(F-statistic)	0.002897			

Annexe N°7 : test de Zivot-Andrews sur la variable dex

Zivot-Andrews Unit Root Test
 Date: 06/07/19 Time: 12:06
 Sample: 1980 2016
 Included observations: 37
 Null Hypothesis: LDEX has a unit root with a structural break in the trend
 Chosen lag length: 0 (maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2000

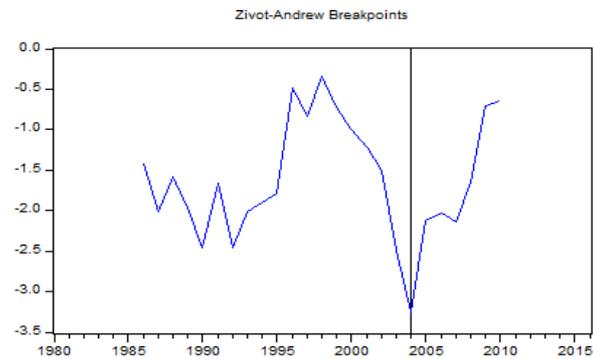
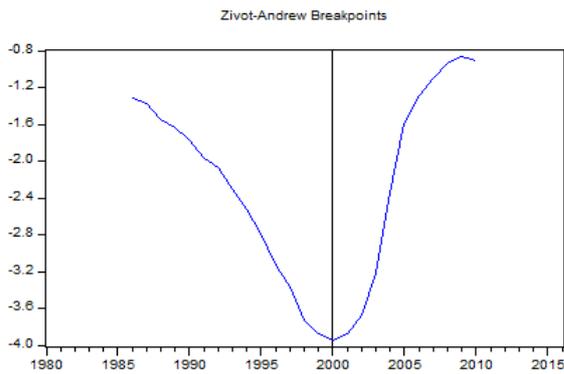
	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-3.951962	0.000642
1% critical value:	-4.80	
5% critical value:	-4.42	
10% critical value:	-4.11	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process

Zivot-Andrews Unit Root Test
 Date: 06/07/19 Time: 14:06
 Sample: 1980 2016
 Included observations: 37
 Null Hypothesis: LDEX has a unit root with a structural break in the intercept
 Chosen lag length: 0 (maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2004

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-3.249244	0.003226
1% critical value:	-5.34	
5% critical value:	-4.93	
10% critical value:	-4.58	

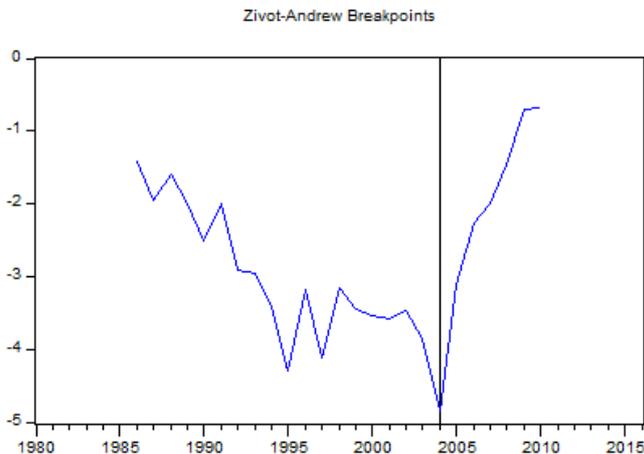
* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process



Zivot-Andrews Unit Root Test
 Date: 06/07/19 Time: 14:06
 Sample: 1980 2016
 Included observations: 37
 Null Hypothesis: LDEX has a unit root with a structural break in both the intercept and trend
 Chosen lag length: 0 (maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2004

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-4.855176	1.58E-05
1% critical value:	-5.57	
5% critical value:	-5.08	
10% critical value:	-4.82	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process



Annexe N°8 : test de Zivot-Andrews sur la variable ppt

Zivot-Andrews Unit Root Test

Date: 06/07/19 Time: 14:06

Sample: 1980 2016

Included observations: 37

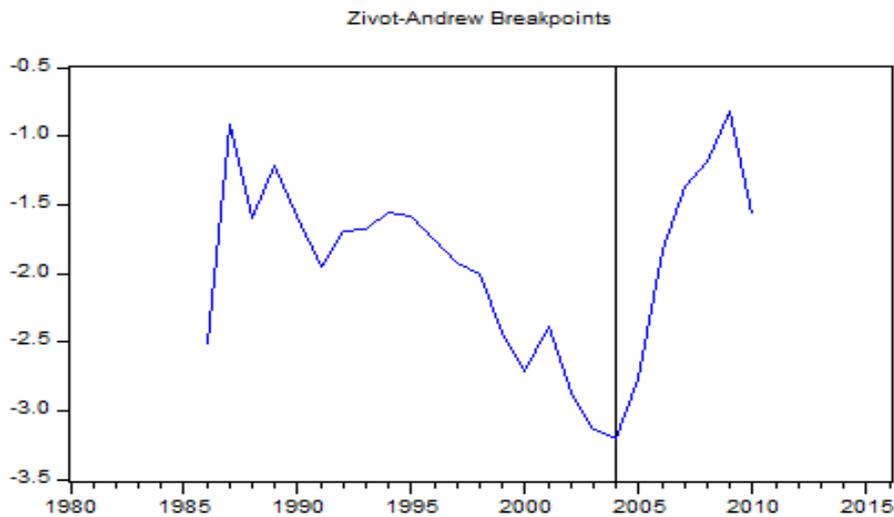
Null Hypothesis: LPPT has a unit root with a structural
break in the intercept

Chosen lag length: 0 (maximum lags: 4)

Chosen break point: 2004

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-3.208211	0.020263
1% critical value:	-5.34	
5% critical value:	-4.93	
10% critical value:	-4.58	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process



Annexe N°9 : test de Zivot-Andrews sur la variable tch

Zivot-Andrews Unit Root Test
 Date: 06/07/19 Time: 14:06
 Sample: 1980 2016
 Included observations: 37
 Null Hypothesis: LTCH has a unit root with a structural break in the trend
 Chosen lag length: 3 (maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1996

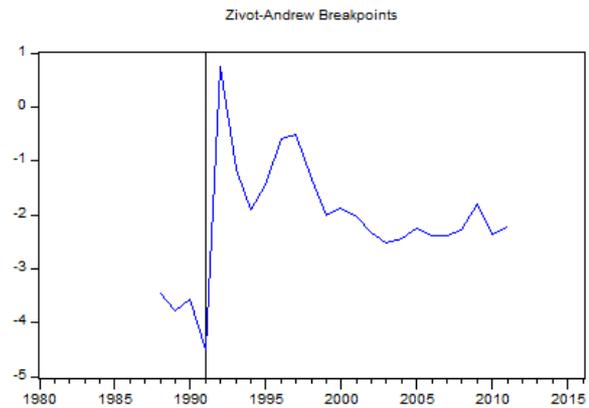
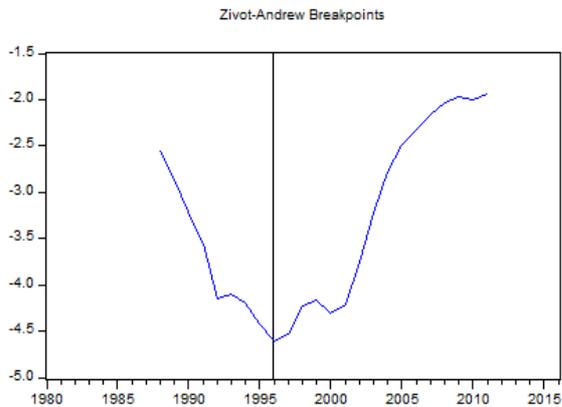
	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-4.606124	0.014248
1% critical value:	-4.80	
5% critical value:	-4.42	
10% critical value:	-4.11	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process

Zivot-Andrews Unit Root Test
 Date: 06/07/19 Time: 14:06
 Sample: 1980 2016
 Included observations: 37
 Null Hypothesis: LTCH has a unit root with a structural break in the intercept
 Chosen lag length: 3 (maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1991

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-4.504004	0.001915
1% critical value:	-5.34	
5% critical value:	-4.93	
10% critical value:	-4.58	

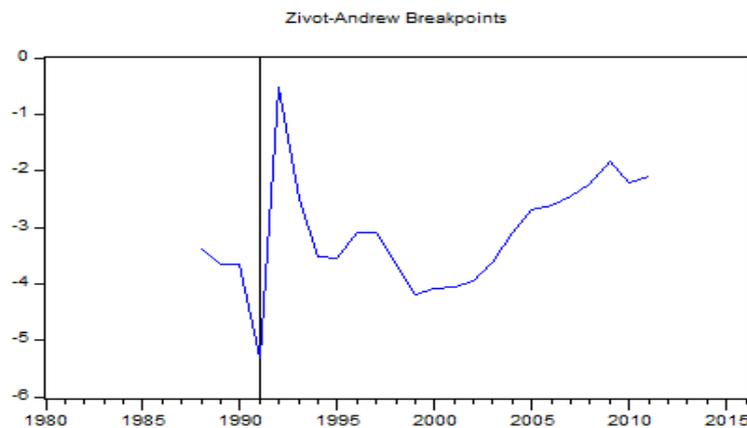
* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process



Zivot-Andrews Unit Root Test
 Date: 06/07/19 Time: 14:06
 Sample: 1980 2016
 Included observations: 37
 Null Hypothesis: LTCH has a unit root with a structural break in both the intercept and trend
 Chosen lag length: 3 (maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1991

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-5.320704	0.005028
1% critical value:	-5.57	
5% critical value:	-5.08	
10% critical value:	-4.82	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process



Annexe N°10: test de Zivot-Andrews sur la variable qi

Zivot-Andrews Unit Root Test

Date: 06/07/19 Time: 14:06

Sample: 1980 2016

Included observations: 37

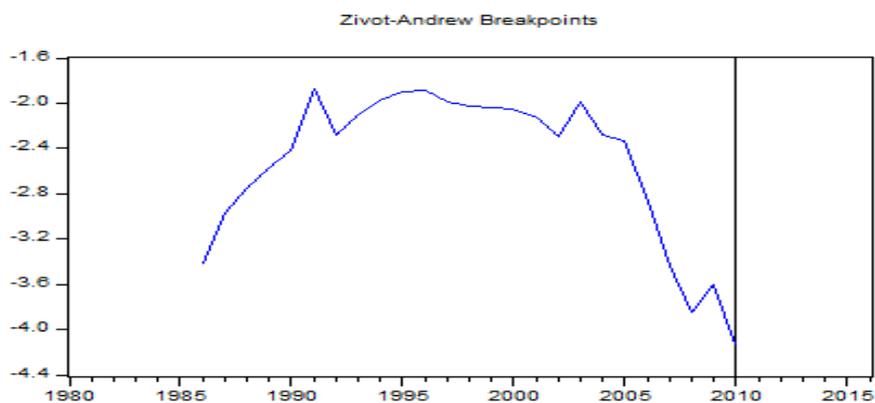
Null Hypothesis: LQI has a unit root with a structural
break in the intercept

Chosen lag length: 0 (maximum lags: 4)

Chosen break point: 2010

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-4.138817	0.001312
1% critical value:	-5.34	
5% critical value:	-4.93	
10% critical value:	-4.58	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process



Zivot-Andrews Unit Root Test

Date: 06/07/19 Time: 14:06

Sample: 1980 2016

Included observations: 37

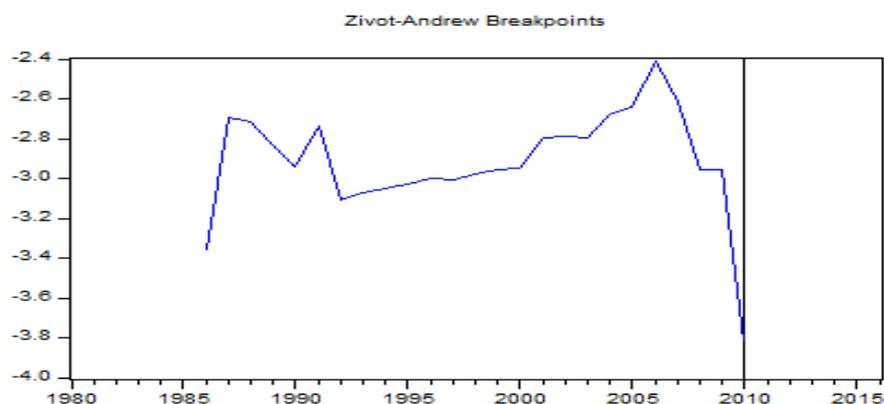
Null Hypothesis: LQI has a unit root with a structural
break in both the intercept and trend

Chosen lag length: 0 (maximum lags: 4)

Chosen break point: 2010

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-3.819234	3.93E-05
1% critical value:	-5.57	
5% critical value:	-5.08	
10% critical value:	-4.82	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process



Annexe N°11: test de Zivot-Andrews sur la variable dnb

Zivot-Andrews Unit Root Test

Date: 06/07/19 Time: 14:06

Sample: 1980 2016

Included observations: 37

Null Hypothesis: LDNB has a unit root with a structural break in the trend

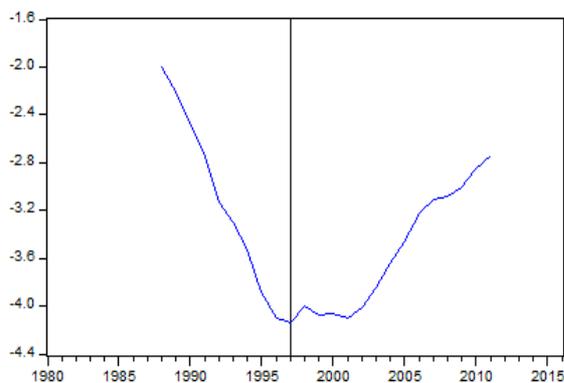
Chosen lag length: 3 (maximum lags: 4)

Chosen break point: 1997

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-4.139751	0.000501
1% critical value:	-4.80	
5% critical value:	-4.42	
10% critical value:	-4.11	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process

Zivot-Andrew Breakpoints



Zivot-Andrews Unit Root Test

Date: 06/07/19 Time: 14:06

Sample: 1980 2016

Included observations: 37

Null Hypothesis: LDNB has a unit root with a structural break in the intercept

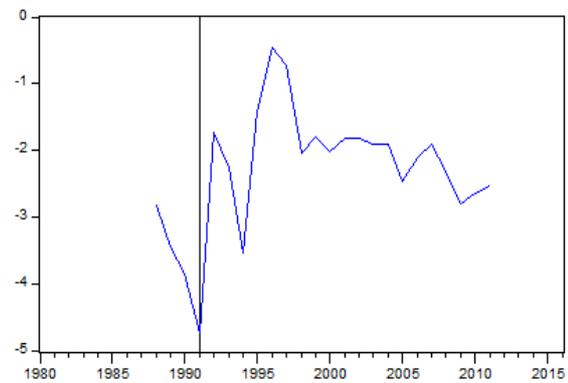
Chosen lag length: 3 (maximum lags: 4)

Chosen break point: 1991

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-4.746920	0.003507
1% critical value:	-5.34	
5% critical value:	-4.93	
10% critical value:	-4.58	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process

Zivot-Andrew Breakpoints



Zivot-Andrews Unit Root Test

Date: 06/07/19 Time: 14:06

Sample: 1980 2016

Included observations: 37

Null Hypothesis: LDNB has a unit root with a structural break in both the intercept and trend

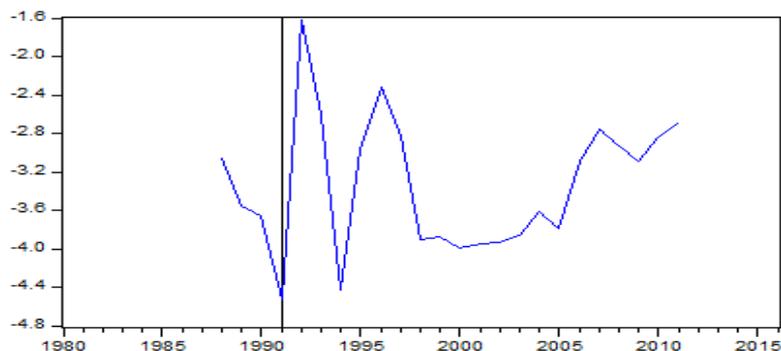
Chosen lag length: 3 (maximum lags: 4)

Chosen break point: 1991

	t-Statistic	Prob. *
Zivot-Andrews test statistic	-4.531101	0.024185
1% critical value:	-5.57	
5% critical value:	-5.08	
10% critical value:	-4.82	

* Probability values are calculated from a standard t-distribution and do not take into account the breakpoint selection process

Zivot-Andrew Breakpoints



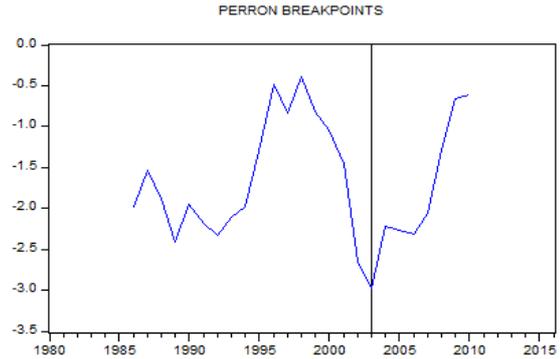
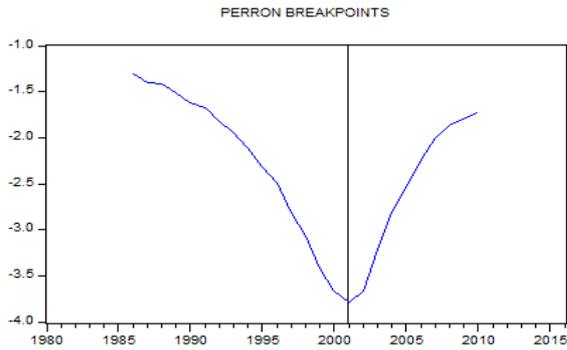
Annexe N°12 : Test de perron sur la variable dex

Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 20:06
 Sample: 1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LDEX has a unit root with a structural break in the trend
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2001

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-3.788276
1% critical value:	-5.45
5% critical value:	-4.83
10% critical value:	-4.48

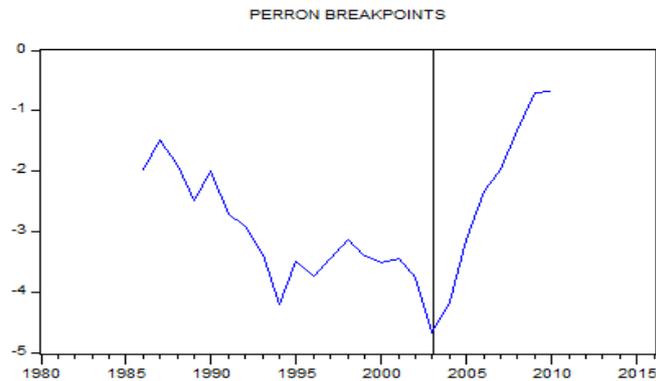
Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 20:06
 Sample: 1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LDEX has a unit root with a structural break in the intercept
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2003

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-2.990106
1% critical value:	-5.92
5% critical value:	-5.23
10% critical value:	-4.92



Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample: 1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LDEX has a unit root with a structural break in both the intercept and trend
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2003

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-4.666655
1% critical value:	-6.32
5% critical value:	-5.59
10% critical value:	-5.29



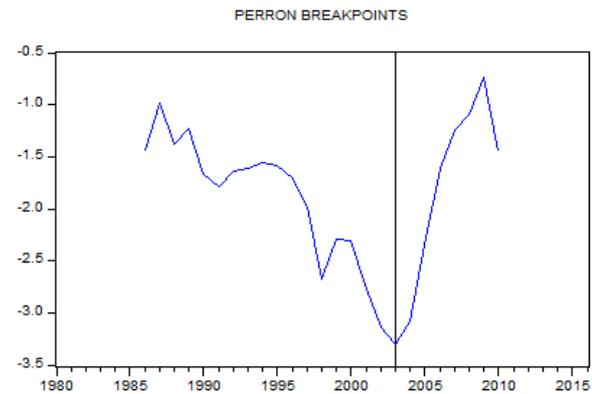
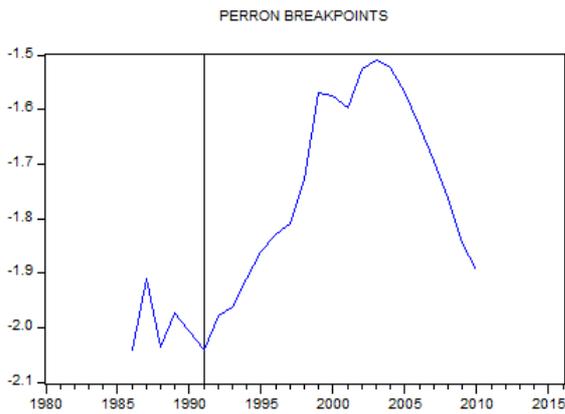
Annexe N°13 : Test de perron sur la variable ppt

Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LPPT has a unit root with a structural
 break in the trend
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1991

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-2.042602
1% critical value:	-5.45
5% critical value:	-4.83
10% critical value:	-4.48

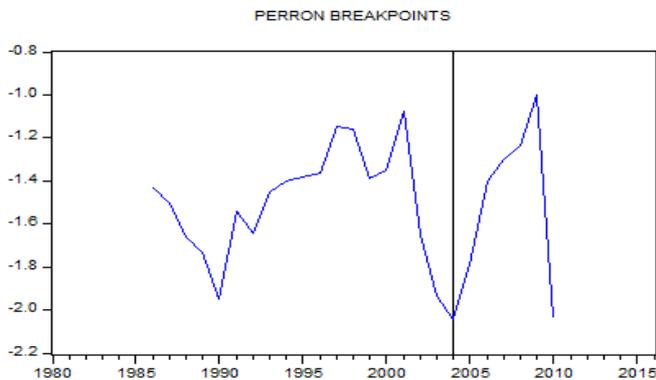
Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LPPT has a unit root with a structural
 break in the intercept
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2003

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-3.302062
1% critical value:	-5.92
5% critical value:	-5.23
10% critical value:	-4.92



Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LPPT has a unit root with a structural
 break in both the intercept and trend
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2004

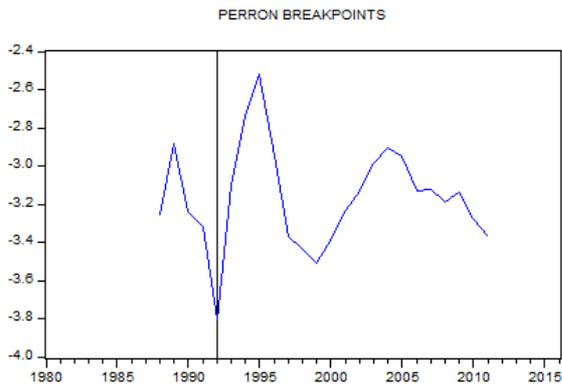
	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-2.042456
1% critical value:	-6.32
5% critical value:	-5.59
10% critical value:	-5.29



Annexe N°14 : Test de perron sur la variable tch

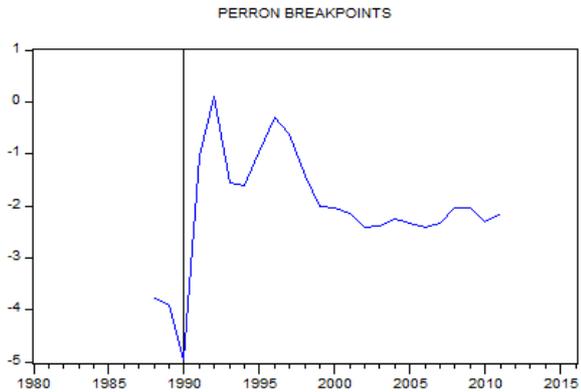
Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LTCH has a unit root with a structural break in the trend
 Chosen lag length: 3 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1992

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-3.804799
1% critical value:	-5.45
5% critical value:	-4.83
10% critical value:	-4.48



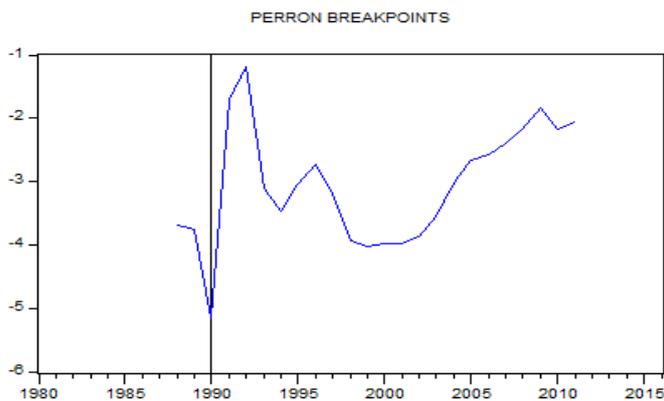
Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LTCH has a unit root with a structural break in the intercept
 Chosen lag length: 3 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1990

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-4.956631
1% critical value:	-5.92
5% critical value:	-5.23
10% critical value:	-4.92



Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LTCH has a unit root with a structural break in both the intercept and trend
 Chosen lag length: 3 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1990

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-5.171054
1% critical value:	-6.32
5% critical value:	-5.59
10% critical value:	-5.29



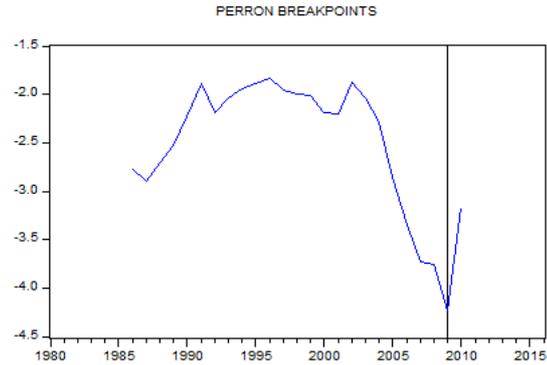
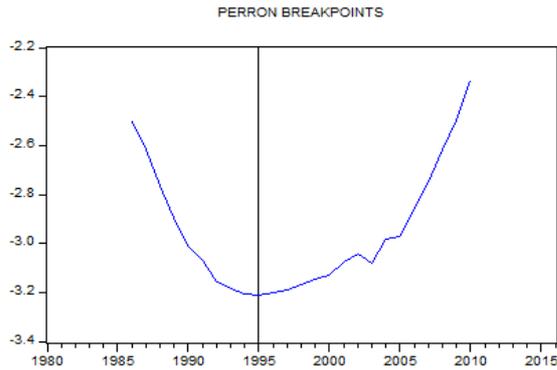
Annexe N°15 : Test de perron sur la variable qi

Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LQI has a unit root with a structural break in the trend
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1995

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-3.212627
1% critical value:	-5.45
5% critical value:	-4.83
10% critical value:	-4.48

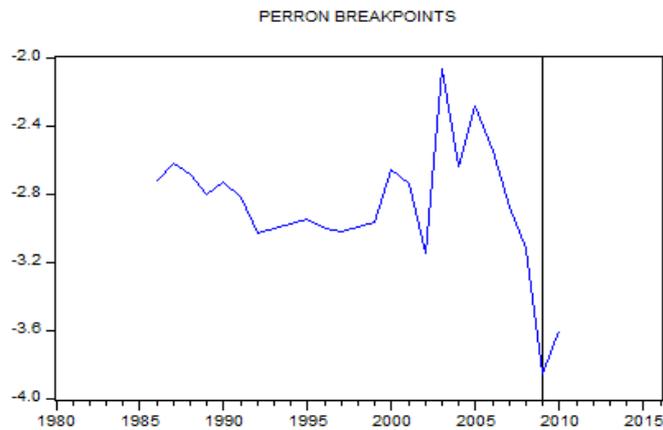
Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LQI has a unit root with a structural break in the intercept
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2009

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-4.228610
1% critical value:	-5.92
5% critical value:	-5.23
10% critical value:	-4.92



Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample:1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LQI has a unit root with a structural break in both the intercept and trend
 Chosen lag length: 0 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 2009

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-3.858705
1% critical value:	-6.32
5% critical value:	-5.59
10% critical value:	-5.29



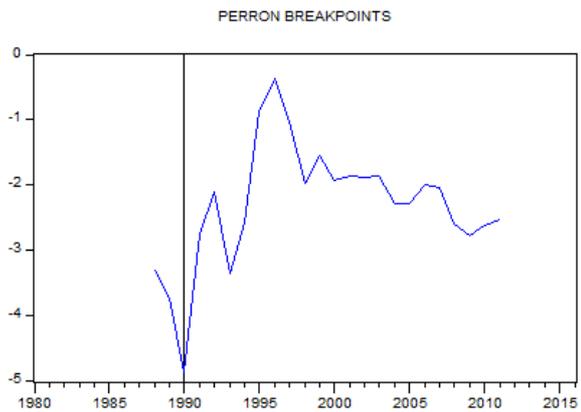
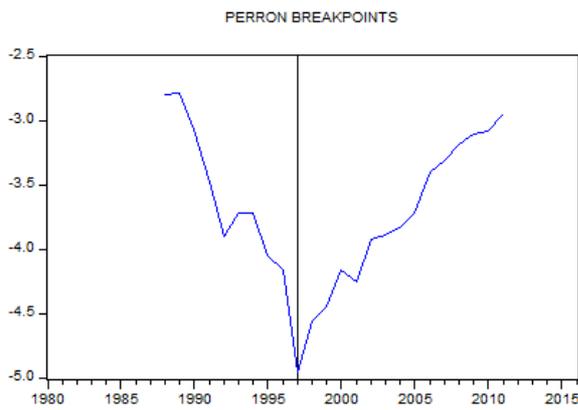
Annexe N°16: Test de perron sur la variable dnb

Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample: 1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LDNB has a unit root with a structural break in the trend
 Chosen lag length: 3 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1997

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-4.955943
1% critical value:	-5.45
5% critical value:	-4.83
10% critical value:	-4.48

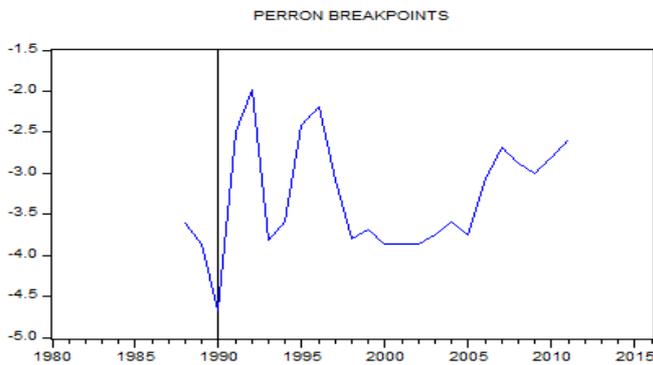
Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample: 1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LDNB has a unit root with a structural break in the intercept
 Chosen lag length: 3 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1990

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-4.878897
1% critical value:	-5.92
5% critical value:	-5.23
10% critical value:	-4.92



Perron Unit Root Test
 Date: 06/08/19 Time: 21:06
 Sample: 1980 2016
 Effective observations: 37
 Null Hypothesis: LDNB has a unit root with a structural break in both the intercept and trend
 Chosen lag length: 3 (Maximum lags: 4)
 Chosen break point: 1990

	t-Statistic
Perron Unit Root Test	-4.665943
1% critical value:	-6.32
5% critical value:	-5.59
10% critical value:	-5.29



La table des matières

Remerciements.....I

Dédicaces.....II

Liste des tableaux.....III

Liste des figures.....IV

Liste des acronymes..... V

Introduction générale.....1

ChapitreI : Cadre théorique et conceptuel des institutions et de la dette extérieure.....4

Section1 : processus des institutions.....4

1.1/Définition des institutions.....4

1.2/Mesures de la qualité des institutions.....6

1.2.1/Les indicateurs de la qualité des institutions.....7

1.3/Environnement institutionnel d’un pays.....9

1.3.1/Institution formelle.....9

1.3.2/Les institutions informelles.....9

1.4/L’application des institutions.....10

1.5/Institution et développement économique.....11

1.6/Les institutions agissent sur la croissance économique.....13

1.6.1/Institution et cout de transaction.....13

1.6.2/Les institutions, clé de la performance économique.....14

1.6.3/ Revue littérature sur le contexte institutionnel et la gestion de la dette.....16

SECTION2 : le processus de la dette extérieure.....17

2.1/Définitions.....17

2.1.1/ la dette extérieure.....17

2.1.2/La dette publique.....18

2.1.3/Dette privé.....	18
2.1.4/Dette extérieure à long terme.....	18
2.1.5/Dette extérieure à court terme.....	18
2.1.6/Le fonds monétaire international (FMI).....	18
2.1.7/La Banque mondial (BM).....	19
2.2/Les approches théorique de la dette extérieure et publique.....	19
2.2.1/L'approche ricardienne de la dette publique.....	19
2.2.2/La conception classique de l'endettement.....	20
2.2.3/La conception de l'endettement extérieure dans une économie en développement.....	21
2.2.4/Les conceptions keynésienne de l'endettement.....	22
2.2.5/Les approches alternatives à la théorie keynésienne face à l'endettement.....	22
2.2.6/L'approche de la nouvelle théorie de la détermination du niveau général des prix face à l'endettement public.....	23
Chapitre II : Aperçu sur l'économie algérienne.....	25
Section 1 : Les caractéristiques de l'économie algérienne y compris l'évolution du cadre institutionnel.....	25
1.1/L'évolution de l'économie algérienne.....	25
1.1.1/Période 1962-1978.....	25
1.1.2/Période 1979-1987.....	26
1.1.3/Période 1988-1993.....	26
1.1.4/Période 1994-2017.....	26
1.2/L'évolution du cadre institutionnel en Algérie.....	27
1.2.1/Qualité et fonctionnement institutionnelle en Algérie.....	28
1.2.1.1/L'évolution de la qualité des institutions Algériennes.....	28
1.2.1.2/Fonctionnement institutionnelle en Algérie.....	30

Section 2 : l'évolution de la dette extérieure en Algérie.....	33
2-1/l'évolution de la dette extérieure entre la période avant 1986 jusqu'à la période 1993...	33.
2-1-1/ la période avant 1986 : naissance de la dette extérieure en Algérie.....	33
2-1-2/Période 1986-1991le foisonnement de la dette extérieur.....	34
2-1-3/Période 1991-1993 le reprofilage de la dette.....	35
2-2/Période 1994-2000 rééchelonnement de la dette.....	36
2-3/Après le rééchelonnement.....	37
2-4/ La planche à billet 2017.....	38
2-4-1/ Les causes de la planche à billet.....	39
2-4-2/ Les conséquences de la planche à billets.....	40
<u>Chapitre III: Etude empirique de la relation entre l'institution est la dette extérieure en Algérie.....</u>	42
Section 1 : Présentation des variables et l'approche économétrique.....	42
1.1/ Présentation et analyse graphique des variables.....	42
1.1.1/ La série de la dette extérieur (DEX).....	43
1.1.2/ La série de qualité des institutions (QI).....	44
1.1.3/ La série de prix de pétrole (PPT).....	45
1.1.4/ La série du taux de change (TCH).....	46
1.1.5/La série des dépenses nationales brute (DNB).....	47
1.2 / Le modèle ECM sans rupture.....	47
1.3 / Le modèle ECM avec rupture.....	48
Section 2 : Estimation et analyse des résultats.....	48
2.1 / Le teste de stationnarité de Dicky-Fuller augmenté (ADF).....	49
2.2 /Détermination du nombre de retard (P).....	50
2.3/ Etude de la cointégration ECM.....	50

2.4/ Test de racine unitaire avec rupture.....54

2.4.1/Test de Zivot-Andrews (1992).....54

2.4.2 /Test de perron (1989).....57

2.4.3/ Estimation de relation de cointégration avec rupture.....59

Conclusion générale.....63

Bibliographie.....66

Annexes.....70

Résumé

Cette analyse a pour but d'évaluer d'un point de vue empirique la relation entre l'institution et la dette extérieure en Algérie sur la période allant de 1980 jusqu'à 2016 à la base de données de la banque mondiale et aussi Economic freedom of the world. Afin d'atteindre cet objectif, nous avons abordé le modèle de cointégration avec rupture proposé par Gregory et Hansen en prenant en compte d'éventuelles ruptures qui permettent d'analyser correctement la série statistique des institutions et la dette extérieure. Les résultats de l'estimation de notre étude illustre l'inexistence de relation entre l'institution et la dette extérieure.

Mots clés

Institution, dette extérieure, modèle ECM, cointégration avec rupture, Grégory et Hansen, ruptures.

Abstract

This analysis aims to evaluate empirically the relationship between the institution and the external debt in Algeria over the period from 1980 to 2016 using the database of the World Bank and also economic freedom of the world. In order to achieve this goal, we have approached the breakthrough cointegration model proposed by Gregory and Hansen by taking into account any breaks that allow a proper analysis of the statistical series of institutions and external debt. The results of the estimation of our study illustrate the inexistence of relationship between the institution and the external debt.

Key words

Institution, external debt, ECM model, cointegration with breaks, Gregory and Hansen, breaks.

Introduction générale

*Chapitre I : cadre
théorique et
conceptuel des
institutions et de la
dette extérieure*

*Chapitre II : Aperçu
sur l'économie
algérienne*

*Chapitre III: étude
empirique de la
relation entre
l'institution et la dette
extérieure en Algérie*

Conclusion générale

Bibliographie

Annexes